

ABRÉVIATIONS

à l'usage des auteurs et des rédactions LexisNexis France

(11 mai 2010)

DERNIÈRE ACTUALITÉ

DERNIÈRE INTERVENTION VALIDÉE PAR LA MISSION CHARTES & ABRÉVIATIONS (date et page)	NOUVELLE ENTRÉE	MODIFICATION	APPLICABLE À PARTIR DE :
		11 mai 2010	À réception

Votre attention est appelée sur :

- **Mention des modifications** : les modifications apportées dans le cadre du PIE apparaissent en bleu ;
- **Référencement des décisions de jurisprudence** : il est nécessaire de citer ces décisions avec leur numéro et leur numéro JurisData (Cour de cassation, Conseil d'État, Conseil constitutionnel, cour d'appel, cour administrative d'appel, tribunal administratif, etc.) ;
- **Anonymisation** : pour l'ensemble des juridictions, la mention du nom des parties a été maintenue. Elle constitue un élément de contrôle de la référence. Il convient cependant de la considérer comme facultative : elle ne peut être portée dans nos contenus qu'après examen de la Charte LNF d'anonymisation des décisions de jurisprudence, disponible sur l'intranet, <Guides et outils>, <Autres chartes> : <http://intranetInf.lexisnexis.fr/data/documents/1225.doc>

Les abréviations contenues dans ce livret ont été établies en 1995 selon les normes définies par le **Syndicat national de l'édition**. Elles ont été depuis mises à jour afin d'intégrer de très nombreuses créations et modifications. En février 2010, a été mis en place, au sein du département Éditorial, la « Mission Abréviations & Chartes (MAC) », atelier permanent dont l'une des missions principales est de veiller à la bonne application des chartes et de recommander les évolutions de référencement. L'adresse électronique de la MAC sera diffusée ultérieurement.

Les abréviations s'appliquent **exclusivement aux références** (textes législatifs et réglementaires, jurisprudence, doctrine et sources bibliographiques) mentionnées **entre parenthèses** mais ne s'appliquent jamais aux commentaires au sein desquels tous les mots doivent être transcrits dans leur forme longue.

Ce livret des abréviations constitue une **annexe du contrat d'édition** des auteurs LexisNexis France. Son application rigoureuse est indispensable pour garantir la pertinence des liens de l'ensemble du fonds LNF en ligne.

Les lettres ci-dessous renvoient au tableau des abréviations «se placer sur la lettre de son choix + CTRL + clic»

<u>A</u>	<u>B</u>	<u>C</u>	<u>D</u>	<u>E</u>	<u>F</u>	<u>G</u>	<u>I</u>	<u>J</u>	<u>L</u>	<u>M</u>	<u>N</u>	<u>O</u>	<u>P</u>	<u>Q</u>	<u>R</u>	<u>S</u>	<u>T</u>	<u>U</u>	<u>V</u>
--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------

ABRÉVIATIONS

Principales encyclopédies et revues juridiques et d'une sélection de mots usuels et d'acronymes

	LIBELLÉ COMPLET	ABRÉVIATION ET SYNTAXE
1.	Accord	ne s'abrège pas
2.	Accusation	acc.
3.	Actes pratiques et ingénierie sociétaire	Actes prat. ing. sociétaire 2010, n° x, idée nouvelle x Actes prat. ing. sociétaire 2010, n° x, dossier x Actes prat. ing. sociétaire 2010, n° x, formule x Actes prat. ing. sociétaires 2010, n° x, le point sur
4.	Actes pratiques et stratégie patrimoniale (à partir de 2007)	Actes prat. strat. patrimoniale 2010, n° x, idée nouvelle x Actes prat. strat. patrimoniale 2010, n° x, dossier x Actes prat. strat. patrimoniale 2010, n° x, formule x Actes prat. strat. patrimoniale 2010, n° x, le point sur
5.	Activités de la Cour de justice des Communautés européennes	Activités CJCE 2004, n° 24, p. 10
6.	Actualis (Dalloz)	Actualis (Social, ...) 2004, 5632
7.	Actualité	act.
8.	Actualité de la commande et des contrats publics (L')	CP-ACCP juin 2004, p. 10
9.	Actualité de la formation permanente	Act. formation permanente 2004, n° 188, p. 10
10.	Actualité des procédures collectives (Lettre d')	Act. proc. coll. 2010-n° revue, comm. x, obs. X. Y.
11.	Actualité fiduciaire (jusqu'en 1998) - Supplément	Act. fid. janv. 1997, p. 10 Act. fid. janv. 1997, suppl. p. 10
12.	Actualité juridique de droit administratif <i>Voir Actualité juridique Travaux</i> (avant 1955)	AJDA 2004, p. 100
13.	Actualité juridique de droit immobilier <i>Voir Actualité juridique de la propriété immobilière</i> (avant 1998)	AJDI 2004, p. 100
14.	Actualité juridique de la fonction publique	AJFP
15.	Actualité juridique de la propriété immobilière (jusqu'en 1998) <i>Voir Actualité juridique de droit immobilier</i>	AJPI 1997, p. 100
16.	Actualité juridique Famille	AJF 2004, p. 100
17.	Actualité juridique Loyers (jusqu'en 1954) <i>Voir Actualité juridique de la propriété immobilière</i>	AJL 1953, p. 100
18.	Actualité juridique Pénal	AJP 2004, p. 100
19.	Actualité juridique Travaux (jusqu'en 1955) <i>Voir Actualité juridique de droit administratif</i>	AJT 1954, p. 100
20.	Actualité législative Dalloz (1983-1995) (Bulletin législatif Dalloz jusqu'en 1983)	ALD 1995, flash n° 8696, p. 3 ALD 1995, comm. p. 100 ALD 1995, législ. p. 100
21.	Actualités communautaires - Bulletin mensuel du Dictionnaire du Marché commun (de 1986 à 1997)	Act. communautaires juin 1997, p. 10
22.	Actualités de droit de l'entreprise	Act. dr. entr.
23.	Actualités sociales hebdomadaires	Act. soc. hebd. 15 mai 1997, p. 10
24.	Administrer	Administrer oct. 1997, p. 10
25.	Affaire	aff.
26.	Affaires jointes	aff. jtes
27.	Agence centrale des organismes de sécurité sociale - Lettre circulaire	ACOSS - Lettre-circ. ACOSS n° 2006-118, 1er déc. 2005
28.	Agence française de lutte contre le dopage	ALFD
29.	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat	ANAH
30.	Alerte	ne s'abrège pas
31.	Alinéa	al.

32.	American Journal of International Law	AJIL janv. 1997, p. 10
33.	Analyse	ne s'abrège pas
34.	Ancien	ne s'abrège pas
35.	Annales de droit commercial (de 1886 à 1937)	Ann. dr. com. 1937, p. 100
36.	Annales de la faculté de droit de...	Ann. fac. [ville]
37.	Annales de la propriété industrielle, artistique et littéraire (ancien <i>Recueil Pataille</i>)	Ann. propr. ind. 2004, p. 10
38.	Annales de la recherche urbaine	Ann. rech. urb. juin 2004, p. 10
39.	Annales de la voirie	Ann. voirie 2004, p.10
40.	Annales de l'Institut de droit comparé	Ann. Inst. dr. comp. 1997, p. 100
41.	Annales des justices de paix (jusqu'en 1959)	Ann. just. paix 1959, p. 100
42.	Annales des loyers	Ann. loyers 2004, p. 10
43.	Annales des tribunaux	Ann. trib.
44.	Annexe	ann.
45.	Annonces de la Seine (les)	Annonces Seine 19 juill. 2004, p. 10
46.	Annotation	annot.
47.	Annuaire européen d'administration publique	Annuaire eur. adm. publ. 2002, p. 100
48.	Annuaire français de droit de l'urbanisme et de l'habitat <i>Voir Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (depuis 2001)</i>	AFDUH 1996, p. 100
49.	Annuaire français de droit international	AFDI 2004, p. 100
50.	Annuaire international de justice constitutionnelle	AIJC 2004, p. 100
51.	Août	ne s'abrège pas
52.	Appendice	app.
53.	Arbitrage, arbitral, arbitre	arb.
54.	Archives de philosophie du droit et de philosophie sociale	Arch. phil. dr. 2004, p. 100
55.	Argument	arg.
56.	Argus de l'assurance (L')	Argus 21 juill. 2004, p. 10
57.	Arrêté	A. 21 juill. 2004, art. 12 : JO 15 août 2004
58.	Arrêté ministériel	A. min.
59.	Arrêté municipal	A. mun.
60.	Arrêté préfectoral	A. préf.
61.	Arrondissement	ardt
62.	Article	art. (<i>sauf en cas d'article de doctrine</i>)
63.	Assemblée	ass.
64.	Assemblée nationale	AN
65.	Association	assoc.
66.	Association européenne de libre échange	AELE
67.	Association nationale des sociétés par actions	ANSA
68.	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce	ASSEDIC
69.	Assurance française	Assur. fr. mars 1997, p. 10
70.	Assurance garantie des salaires	AGS
71.	Astrée (L'), revue de droit pénal et des droits de l'homme	Astrée 2004, n° 20, p. 10
72.	Audience solennelle	aud. sol.
73.	Auteurs et médias	Auteurs et médias 2004, p. 100
74.	Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (V. <i>Autorité de contrôle prudentiel</i>)	ACAM
75.	Autorité de contrôle prudentiel (janvier 2010, remplace ACAM, Commission bancaire, Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et Comité des entreprises d'assurances)	ACP
76.	Autorité de la concurrence (ancien <i>Conseil de la concurrence</i>)	Aut. conc.
77.	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes	ARCEP
78.	Autorité de sûreté nucléaire	ASN
79.	Autorité des marchés financiers (fusion <i>COB + CMF + CDGF depuis févr. 2004</i>)	AMF

80.	Autorité des normes comptables (22/01/2009 : fusion CNC + CRC)	ANC
81.	Avenant	ne s'abrège pas
82.	Avis	ne s'abrège pas
83.	Avocat	av.
84.	Avocat et entreprise	Av. et entr. juill. 1993, p. 6
85.	Avocat général	av. gén.
86.	Avoué	ne s'abrège pas
87.	Avril	avr.
88.	Banque (jusqu'en 1998) <i>Voir Banque magazine</i>	Banque déc. 1998, p. 10
89.	Banque centrale européenne	BCE
90.	Banque et droit	Banque et droit 2004, n° 95, p. 10
91.	Banque européenne d'investissement	BEI
92.	Banque magazine (depuis 1997)	Banque mag. 2004, n° 660, p. 10
93.	BPAT - Bulletin du patrimoine	BPAT 2004, n° 3, p. 10
94.	Brochure du Journal officiel	Brochure JO n° 100
95.	Bulletin	Bull.
96.	Bulletin comptable et financier Francis Lefebvre	BCF oct. 2004, p. 10
97.	Bulletin d'information de la Cour de cassation	Bull. inf. C. cass. 15 sept. 2010, p. 25 <i>ou</i> n° 545
98.	Bulletin d'informations rapides du Sénat	Bull. inf. rap. Sénat
99.	Bulletin de fiscalité immobilière Francis Lefebvre	BIM Lefebvre oct. 2004, 10 (ou p. 10)
100.	Bulletin de gestion fiscale des entreprises Francis Lefebvre	BGFE 2004, n° 6, p. 10
101.	Bulletin de jurisprudence du droit de l'urbanisme	BJDU 2004, n° 1, p. 10
102.	Bulletin de l'Assemblée nationale	Bull. AN
103.	Bulletin de l'ordre des pharmaciens	Bull. ordre pharm. 1995, n° 347, p. 244
104.	Bulletin de l'Union européenne (à partir de 1994)	Bull. UE juin 2004, p. 10
105.	Bulletin de la Banque centrale européenne	Bull. BCE juin 2004, p. 10
106.	Bulletin de la Banque de France	Bull. Banque Fr. juin 2004, p. 10
107.	Bulletin de la Chambre nationale des avoués près la Cour d'appel de Paris	Bull. avoués 2003, n° 168, p. 100
108.	Bulletin de l'Académie nationale de médecine	Bull. Acad. méd. 2009, t. 193, n° 3, p. 583
109.	Bulletin de l'association mutuelle des conservateurs	Bull. assoc. mut. conservateurs 2000, art. 1821
110.	Bulletin de liaison de l'Institut de droit local (Alsace-Moselle) à compter de 10-1992 : <i>Voir Revue de droit local</i>	Bull. IDL
111.	Bulletin de l'Inspection du travail	Bull. Insp. trav.
112.	Bulletin des annonces légales obligatoires	BALO 2 juill. 2004, p. 10
113.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (commissions juridictionnelles) - Commission nationale de réparation des détentions - Commission de réexamen d'une décision pénale consécutive à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme - Commission de révision des condamnations pénales	- Bull. crim. 2009, CNRD, n° 1 - Bull. crim. 2009, réexamen, n° 1 - Bull. crim. 2009, révision, n° 1
114.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (Cour de cassation) - Assemblée plénière - Avis - Chambre mixte - Chambres civiles - Chambre criminelle - Chambre sociale - Ordonnances o Premier président o Président de la chambre criminelle	- Bull. civ. 2008, ass. plén., n° 1 <i>ou</i> Bull. crim. 2009, ass. plén. n° 1 - Bull. civ. 2004, avis, n° 1 <i>ou</i> Bull. crim. 2004, avis n° 1 - Bull. civ. 2004, ch. mixte, n° 1 <i>ou</i> Bull. crim. 2004, ch. mixte n° 1 - Bull. civ. 2004, I ou II ou III ou IV, n° 100 - Bull. crim. 2004, n° 100 - Bull. civ. 2004, V, n° 100 - Bull. civ. 2004, ord., n° 1 - Bull. crim. 2004, ord., n° 1
115.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (Tribunal des conflits)	

	- Tribunal des conflits	- Bull. civ. 2004, T. confl., n° 1
116.	Bulletin des Caisses d'allocation familiales	Bull. CAF
117.	Bulletin des Communautés européennes (jusqu'en 1993) <i>Voir Bulletin de l'Union européenne</i>	Bull. CE janv. 1993, p. 10
118.	Bulletin des conclusions fiscales	BDCF
119.	Bulletin des transports (jusqu'en 1991) <i>Voir Bulletin des transports et de la logistique</i>	BT
120.	Bulletin des transports et de la logistique <i>Voir Bulletin des transports (jusqu'en 1991)</i>	BTL 1997, p. 100
121.	Bulletin des transports internationaux ferroviaires	BTI
122.	Bulletin d'information et de documentation de la direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes	BID
123.	Bulletin d'information sur la coopération agricole	Bull. inf. coop. agr. 2004, n° 2, p. 10
124.	Bulletin du Centre national d'étude et d'initiatives en faveur du logement	Bull. inf. CNEIL
125.	Bulletin du Conseil national des commissaires aux comptes	Bull. CNCC 2004, p. 100
126.	Bulletin du Conseil supérieur de la chasse	Bull. Cons. sup. chasse 2004, p. 100
127.	Bulletin du Conseil supérieur de la pêche	Bull. Cons. sup. pêche 2004, p. 100
128.	Bulletin du Conseil supérieur du notariat	Bull. CSN
129.	Bulletin du droit d'auteur (UNESCO) (en version papier jusqu'en 2000, en version électronique seulement désormais)	Bull. dr. auteur 2000, n° 4, p. 10
130.	Bulletin du droit de l'environnement industriel	BDEI juill. 2004, p. 10
131.	Bulletin du patrimoine	BPAT 2004, n° 3, p. 10
132.	Bulletin du registre du commerce et des sociétés	Bull. RCS 2004, n° 25, p. 10
133.	Bulletin fiscal Francis Lefebvre	BF Lefebvre oct. 2004, 10 (ou p. 10)
134.	Bulletin Joly (Bourse et produits financiers)	Bull. Joly Bourse 2004, p. 10
135.	Bulletin Joly (mensuel d'information des sociétés)	Bull. Joly Sociétés 2004, p. 10
136.	Bulletin juridique de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale	Bull. jur. UCANSS 1997, n° 10, [rubrique] (ex. : C3, sociale D431, 4.3.0)
137.	Bulletin juridique des collectivités locales	BJCL
138.	Bulletin juridique des contrats publics	BJCP 2004, p. 100
139.	Bulletin législatif Dalloz (jusqu'en 1982) <i>Voir Actualité législative Dalloz</i>	BLD 1982, p. 100
140.	Bulletin mensuel d'informations sociales	Bull. inf. soc.
141.	Bulletin mensuel de la COB (jusqu'en 2003) <i>Voir Revue mensuelle de l'AMF</i>	Bull. COB mars 2003, p. 10
142.	Bulletin mensuel de l'Office national de la chasse	Bull. Off. nat. chasse
143.	Bulletin mensuel statistique (publié par l'INSEE)	BMS juill. 2004, p. 10
144.	Bulletin municipal officiel de la ville de Paris	BMO Paris
145.	Bulletin officiel [des différents ministères]	BO Éducation, BO Intérieur, BO Justice
146.	Bulletin officiel d'Alsace-Lorraine	BOAL
147.	Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes <i>Voir Bulletin officiel du service des prix (jusqu'en mai 1980)</i> <i>Voir Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation (juin 1980 à 1986)</i>	BOCC 2004, p. 100
148.	Bulletin officiel de la direction générale de la Comptabilité publique (depuis 1981)	BO Compt. publ.
149.	Bulletin officiel de la direction générale des Impôts (de 1970 à 1987) - anciennement BOCD, BOCI et BOED <i>Voir Bulletin officiel des impôts (depuis 1987)</i>	BODGI 5 A-9-73
150.	Bulletin officiel de la marine marchande	BO mar. march. 2004, p. 100
151.	Bulletin officiel de la propriété industrielle	BOPI 19 juill. 2004, p. 10
152.	Bulletin officiel de l'enregistrement et du domaine <i>Voir Bulletin officiel de la direction générale des Impôts (en 1970)</i>	BOED
153.	Bulletin officiel de Pôle emploi	BO Pôle emploi
154.	Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	BODACC

155.	Bulletin officiel des contributions directes et du cadastre (jusqu'en 1970) <i>Voir Bulletin officiel de la direction générale des Impôts</i>	BOCD 1962-II-2035
156.	Bulletin officiel des contributions indirectes (jusqu'en 1970) <i>Voir Bulletin officiel de la direction générale des Impôts (en 1970)</i>	BOCI 1967, III, 3857
157.	Bulletin officiel des douanes	BO douanes
158.	Bulletin officiel des impôts (depuis le 1er févr. 1987) <i>Voir Bulletin officiel de la direction générale des Impôts</i>	Instr. 12 févr. 2010 : BOI 5 F-9-10, 23 févr. 2010
159.	Bulletin officiel des marchés publics	BO marchés publ.
160.	Bulletin officiel des travaux publics	BOTP
161.	Bulletin officiel du Bureau international du travail	BO Bureau int. trav. 2004, p. 100
162.	Bulletin officiel du registre du commerce <i>Voir Bulletin officiel des annonces commerciales (depuis 1967)</i>	BORC
163.	Bulletin officiel du service des prix <i>Voir Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (depuis mai 1980)</i>	BOSP
164.	Bulletin officiel méthodique de la marine marchande	BO méth. mar. march. 2004, 100
165.	Bulletin quotidien Europe	Bull. quot. Eur. 27 juill. 2004, p. 10
166.	Bulletin rapide de droit des affaires Francis Lefebvre	BRDA 2004, n° 25, p. 10
167.	Bulletin social Francis Lefebvre	BS Lefebvre 2004, 10 (ou p. 100)
168.	Bureau central de tarification	BCT
169.	Bureau d'aide juridictionnelle	bureau aide jurid.
170.	Cahiers de droit de l'entreprise	CDE 2010, éditorial x CDE 2010, act. x CDE 2010, entretien x CDE 2010, dossier x CDE 2010, prat. x
171.	Cahiers de droit européen	Cah. dr. eur. 2004, p. 100
172.	Cahiers de gestion du patrimoine (jusqu'en 1999)	RD bancaire et bourse - Cah. gest. patr. mai-juin 1999, p. 10
173.	Cahiers de jurisprudence [ville/région]	Cah. jurispr. [ville/région]
174.	Cahiers de jurisprudence de l'aide sociale <i>Voir Bulletin officiel de la Commission centrale d'aide sociale</i>	
175.	Cahiers de la fonction publique et de l'administration	Cah. fonct. publ.
176.	Cahiers de l'environnement	Cah. env.
177.	Cahiers du Centre national de la fonction publique territoriale	Cah. CNFPT
178.	Cahiers du Conseil constitutionnel	Cah. Cons. const. 2004, n° 16, p. 100
179.	Cahiers du droit d'auteur (Revue du droit de la propriété intellectuelle après 1991)	Cah. dr. auteur 1991, n° 38, p. 10
180.	Cahiers juridiques des collectivités territoriales et des associations	Cah. jur. coll. terr. févr. 2004, p. 10
181.	Cahiers juridiques de l'électricité et du gaz (jusqu'en 2001) <i>2002-2007 : Revue juridique de l'entreprise publique</i> <i>2007 : Revue juridique de l'économie publique</i>	CJEG 2001, p. 100
182.	Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation (édité par le CFCE)	Cah. jur. fisc. exp. 2004, p. 100
183.	Cahiers juridiques franco-allemands	Cah. jur. fr.-all.
184.	Cahiers prud'homaux	Cah. prud'h. Cah. prud'h. oct. 2004, chron. p. 10 Cah. prud'h. oct. 2004, jurispr. p. 10 Cah. prud'h. oct. 2004, textes p. 10
185.	Cahiers sociaux du barreau de Paris (Juri-social jusqu'en 1988)	Cah. soc. barreau Paris Cah. soc. barreau Paris 2004, A 4, p. 12 Cah. soc. barreau Paris 2004, S 4, p. 12 Cah. soc. barreau Paris 2004, B 4, p. 12
186.	Caisse nationale d'allocations familiales	CNAF
187.	Caisse nationale d'assurance vieillesse	CNAV

	- Circulaire	- Circ. CNAV n° 2007/15, 1er févr. 2007
188.	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs non-salariés	CNAV-TNS
189.	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	CNAV-TS
190.	Caisse primaire d'assurance maladie	CPAM
191.	Caisse régionale d'assurance maladie	CRAM
192.	Caisse régionale de ...	CR ...
193.	Caisses d'allocations familiales	CAF
194.	Cassation	Cass.
195.	Centre national d'étude et d'initiatives en faveur du logement	CNEIL
196.	Chambre	ch.
197.	Chambre arbitrale	Ch. arb. [ville/organisme], 12 déc. 1997 [, n° décision, nom parties]
198.	Chambre correctionnelle	ch. corr.
199.	Chambre d'accusation	ch. acc.
200.	Chambre de commerce et d'industrie de Paris	CCIP
201.	Chambre de commerce internationale	CCI
202.	Chambre des députés	Ch. dép.
203.	Chambre des saisies immobilières	ch. saisies imm.
204.	Chambre d'instruction	ch. inst.
205.	Chambre du conseil	ch. cons.
206.	Chambre régionale des comptes	ch. rég. comptes [région], 1re sect. (ou 1re ch.), 12 déc. 1997, n° 92-100[, nom des parties]
207.	Chapitre	chap.
208.	Chronique	chron.
209.	Chronologique	chronol.
210.	Cinématographique	cin.
211.	Circulaire	Circ. origine, n° xxx, 12 déc. 1997 [titre]
212.	Circulaire interministérielle	Circ. intermin., n° xxx, 12 déc. 1997 [titre]
213.	Civil	civ.
214.	Clunet <i>Voir Journal du droit international</i>	JDI 2010, doct. X, p. x JDI 2010, chron. x, p. x JDI 2010, comm. x, p. x JDI 2010, var. p. x JDI 2010, biblio n° x, p. x JDI 2010, info n°, p. x
215.	Code	C.
216.	Code civil	C. civ., art. 1100
217.	Code civil local	C. civ. loc., art. 110
218.	Code de commerce	C. com., art. L. 110-1
219.	Code de commerce local	C. com. loc., art. 110
220.	Code de déontologie de la police nationale	C. déont. pol. nat., art. 1er
221.	Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes	C. déont. comm. comptes, art. 1er
222.	Code de déontologie des agents de police municipale	C. déont. pol. mun., art. 1er
223.	Code de déontologie des architectes	C. déont. arch., art. 2
224.	Code de déontologie des chirurgiens-dentistes	C. déont. chir. dent., art. 2
225.	Code de déontologie des pharmaciens (<i>Voir C. santé publ.</i>)	C. déont. Pharm.
226.	Code de déontologie des professionnels de l'expertise comptable	C. déont. experts-comptables, art. 2
227.	Code de déontologie des sages-femmes	C. déont. sages-femmes, art. 1er
228.	Code de déontologie des vétérinaires	C. déont. vétérinaire, art. 1er
229.	Code de déontologie européen de la franchise	C. déont. franch., art. 1er ou art. 5.2
230.	Code de déontologie médicale	C. déont. méd., art. 1er
231.	Code de justice administrative	CJA, art. L. 111-1 ou art. LO 224-4
232.	Code de justice militaire	C. just. mil., art. L. 111-1
233.	Code de l'artisanat	C. artisanat, art. 10

234.	Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	C. étrangers, art. L. 111-1
235.	Code de la consommation	C. consom., art. L. 111-1
236.	Code de la construction et de l'habitation	CCH, art. L. 101-1
237.	Code de la défense	C. défense, art. L. 1111-1
238.	Code de la famille et de l'aide sociale	C. fam., art. 150
239.	Code de la légion d'honneur et de la médaille militaire	C. légion d'honneur, art. R. 1
240.	Code de la mutualité	C. mut., art. L. 111-1
241.	Code de la nationalité française	C. nat., art. 1 ^{er}
242.	Code de la propriété intellectuelle	CPI, art. L. 111-1
243.	Code de la recherche	C. recherche, art. L. 111-1
244.	Code de la route	C. route, art. L. 110-1
245.	Code de la santé publique	C. santé publ., art. L. 1110-1
246.	Code de la sécurité sociale	CSS, art. L. 111-1 ou art. LO 113-3
247.	Code de la voirie routière	C. voirie routière, art. L. 111
248.	Code de l'action sociale et des familles	C. action soc. et fam., art. L. 111-1
249.	Code de l'aviation civile	C. aviation, art. L. 110 -1
250.	Code de l'éducation	C. éduc., art. L. 111-1
251.	Code de l'enseignement technique	C. ens. techn., art. 3
252.	Code de l'environnement	C. env., art. L. 110-1
253.	Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique	C. expr., art. L. 11-1
254.	Code de l'industrie cinématographique	C. ind. cin., art. 1er
255.	Code de l'organisation judiciaire	COJ, art. L. 111-1 ou art. LO 461-1
256.	Code de l'urbanisme	C. urb., art. L. 110
257.	Code de l'urbanisme applicable à Mayotte	C. urb. Mayotte, art. L. 711-1
258.	Code de procédure civile	CPC, art. 100
259.	Code de procédure pénale	CPP, art. 110
260.	Code des assurances	C. assur., art. L. 100-1
261.	Code des caisses d'épargne	C. caisses d'épargne, art. 110
262.	Code des communes	C. communes, art. L. 167-3
263.	Code des communes de la Nouvelle-Calédonie	C. communes Nouvelle-Calédonie, art. L. 111-1
264.	Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme	C. déb. boiss., art. L. 1
265.	Code des douanes	C. douanes, art. 1er
266.	Code des douanes de Mayotte	C. douanes Mayotte, art. 1er
267.	Code des douanes communautaire	CDC, art. 1 ^{er}
268.	Code des instruments monétaires et médailles	C. instr. monét., art. 9
269.	Code des juridictions financières	C. jur. fin., art. L. 111-1 ou art. LO 252-2
270.	Code des marchés d'intérêt national	C. marchés int. nat., art. 110
271.	Code des marchés publics	CMP, art. 1er
272.	Code des pensions civiles et militaires de retraite	C. pens. retr., art. L. 1
273.	Code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance	C. pens. retr. marins, art. L. 1
274.	Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	C. pens. mil., art. L. 1
275.	Code des ports maritimes	C. ports mar., art. L. 101
276.	Code des postes et des communications électroniques	C. P et CE, art. L. 1
277.	Code des postes et télécommunications	C. P et T, art. L. 1
278.	Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	C. trib. adm., art. L. 1
279.	Code disciplinaire et pénal de la marine marchande	C. disc. pén. Mar. march., art. 1er
280.	Code du blé - Partie Marchés	C. blé C. blé, marchés, art. 23
281.	Code du cinéma et de l'image animée	C. cinéma, art. L. 111-1
282.	Code du domaine de l'État	C. dom. Ét., art. L. 10
283.	Code du domaine de l'État et des collectivités publiques applicable à Mayotte	C. dom. Ét. Mayotte, art. L. 122-9
284.	Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure	C. dom. publ. fluv., art. 5
285.	Code du patrimoine	C. patr., art. L. 111-1

286.	Code du service national	C. serv. nat., art. L. 111-1
287.	Code du sport	C. sport, art. L. 100-1
288.	Code du tourisme	C. tourisme, art. L. 111-1
289.	Code du travail	C. trav., art. L. 1111-1
290.	Code du travail applicable à Mayotte	C. trav. Mayotte, art. L. 111-1
291.	Code du travail des territoires d'outre-mer	C. trav. OM, art. 49-1
292.	Code du travail maritime	C. trav. mar., art. 110
293.	Code du vin	C. vin, art. 110
294.	Code électoral	C. élect., art. L. 1 ou art. LO 176
295.	Code européen de la sécurité sociale (obsolète)	C. eur. séc. soc., art. 74-1
296.	Code forestier	C. for., art. L. 1
297.	Code forestier de Mayotte	C. for. Mayotte, art. L.011
298.	Code général de la propriété des personnes publiques	CGPPP, art. L. 1111-1
299.	Code général des collectivités territoriales	CGCT, art. L. 1111-1 ou art. LO 1112-1
300.	Code général des impôts - annexes	CGI, art. 1 - CGI, ann. I, art. 27
301.	Code général des impôts] - Livre des procédures fiscales	LPF, art. L. 1
302.	Code local de procédure civile	CLPC, art. 592
303.	Code local des assurances sociales	C. loc. assur. , art. 110
304.	Code local des professions	C. loc. prof., art. 37 ou art. 133a
305.	Code minier	C. minier, art. 1
306.	Code monétaire et financier	C. monét. fin., art. L. 111-1
307.	Code pénal	C. pén., art. 111-1
308.	Code permanent (Éditions législatives) - Bulletin d'actualité	C. perm. Construction, V° Aide au logement, 100 - C. perm. Construction, bull. 10, V° Aide au logement, 10
309.	Code rural	C. rur., art. L. 111-1
310.	Code rural ancien	C. rur. ancien, art. 317
311.	Code rural et de la pêche maritime	Abréviation à confirmer
312.	Collection	coll.
313.	Collectivités territoriales – Intercommunalité (jusqu'en 2006 – Voir Semaine juridique édition A)	Collectivités-Intercommunalité 2005, repère x Collectivités-Intercommunalité 2005, alerte x Collectivités-Intercommunalité 2005, entretien x Collectivités-Intercommunalité 2005, étude x Collectivités-Intercommunalité 2005, comm. x Collectivités-Intercommunalité 2005, prat. x
314.	Colonne	col.
315.	Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	CCNE
316.	Comité de la réglementation bancaire et financière - Règlements	CRBF CRBF, règl. n° 97-12, 12 déc. 1997, titre
317.	Comité de la réglementation comptable (à compter du 22/01/09 : voir ANC)	CRC, règl. n° 99-07, 27 nov. 1999
318.	Comité des ministres du Conseil de l'Europe	Comité min. Cons. Eur.
319.	Comité économique et social des Communautés européennes	CESCE
320.	Comité français de droit international privé	Comité fr. DIP
321.	Commentaire	comm.
322.	Commissaire de la République	Comm. Rép.
323.	Commissaire du gouvernement Voir Rapporteur public	Comm. gouv.
324.	Commission centrale d'aide sociale	CCAS
325.	Commission centrale des marchés	CCM
326.	Commission d'accès aux documents administratifs	CADA
327.	Commission de première instance de sécurité sociale Voir Tribunal de première instance de sécurité sociale	Comm. 1re inst. SS [ville], 12 déc. 1967, n° 100 [, nom des parties]
328.	Commission de recours des réfugiés (à compter du 20/11/2007 : Voir Cour nationale du droit d'asile)	Comm. recours réfugiés

329.	Commission de réexamen d'une décision pénale consécutif au prononcé d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme	Comm. réexamen, 24 janv. 2002, n° décision
330.	Commission de régulation de l'énergie (jusqu'en 2003, Commission de l'électricité)	CRE
331.	Commission de révision des condamnations pénales	Comm. révision, 11 mars 2002, n° décision
332.	Commission des clauses abusives	Comm. clauses abusives
333.	Commission des opérations de bourse - Communiqué ou instruction <i>Voir Autorité des marchés financiers</i>	COB COB, communiqué (ou instr.), 12 déc. 1997, titre
334.	Commission européenne (officiellement : Commission des Communautés européennes) : jusqu'au 1 ^{er} déc. 2009 - Décisions - Documents communautaires - Règlements	Comm. CE - Comm. CE, déc. 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137] - Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 1997, titre] - Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997 [, titre]
335.	Commission européenne : à partir du 1 ^{er} déc. 2009 - Décisions - Documents communautaires - Règlements	Comm. UE - Comm. UE, déc. 09/580, 12 déc. 2009 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137] - Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 2009, titre] - Comm. UE, règl. (UE) n° 320/2010, 19 avr. 2010[, titre]
336.	Commission européenne des droits de l'homme	Comm. EDH, 12 déc. 1997, n° 8378/76
337.	Commission nationale consultative des droits de l'homme	CNCDH
338.	Commission nationale de réparation des détentions	Comm. nat. répar. dét., 24 janv. 2002, n° décision
339.	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	CCFP
340.	Commission nationale du débat public	CNDP
341.	Commission nationale informatique et libertés	CNIL, déc. (ou avis) 2 mai 2000
342.	Commission nationale technique de sécurité sociale	Comm. nat. techn. SS
343.	Commission régionale d'appel de sécurité sociale	CRASS
344.	Commission/commissaire	comm.
345.	Communauté économique européenne <i>Voir Communauté européenne (depuis le 1^{er} nov. 1993)</i>	CEE
346.	Communauté européenne	CE
347.	Communauté européenne de l'énergie atomique	CEEA
348.	Communauté européenne du charbon et de l'acier	CECA
349.	Commune	Cne
350.	Communication Commerce électronique	Comm. com. électr. 2010, repère x Comm. com. électr. 2010, alerte x Comm. com. électr. 2010, étude x Comm. com. électr. 2010, chron. x Comm. com. électr. 2010, comm. x Comm. com. électr. 2010, prat. x
351.	Communiqué ministériel	Communiqué min.
352.	Compagnie	Cie ou cie
353.	Comparer	comp.
354.	Conclusions	concl.
355.	Confédération française de la coopération agricole	CFCA
356.	Confer	cf.
357.	Conseil constitutionnel Décision <i>(NB : prévoir référencement exception d'inconstitutionnalité courant 2010)</i>	Cons. const. Cons. const., déc. 12 juin 1997, n° 97-123 DC
358.	Conseil consultatif du droit local	CCDL
359.	Conseil d'État - Décision	CE - CE, 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties

	<ul style="list-style-type: none"> - publiée au Recueil - publiée aux Tables du Recueil - prise par l'assemblée - prise par la section du contentieux 	<ul style="list-style-type: none"> - CE, 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties : Rec. CE 1997, p. xx - CE, 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties : Rec. CE 1997, tables, p. xx - CE, ass., 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties : Rec. CE 1997, p. xx - CE, sect., 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties : Rec. CE 1997, p. xx
	- Avis	- CE, avis, 12 déc. 1997, n° requête, nom des parties : Rec. CE 1997, p. xx
360.	Conseil de l'Europe	Cons. Europe
361.	Conseil de l'Union européenne <ul style="list-style-type: none"> - décision - règlement 	Cons. UE <ul style="list-style-type: none"> - Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre] - Cons. UE, règl. n° 1000/97, 12 déc. 1997 [, titre]
362.	Conseil de la concurrence (<i>Voir Autorité de la concurrence</i>) <ul style="list-style-type: none"> - Décision ou avis 	Cons. conc. <ul style="list-style-type: none"> - Cons. conc., déc. (ou avis) n° 97-D (ou A) -19, 10 janv. 1997 [, titre]
363.	Conseil de la République	Cons. Rép.
364.	Conseil de l'ordre des [profession]	Cons. ordre [profession], ... Cons. ordre médecins, sect. ass. soc., 18 avr. 1991
365.	Conseil de l'Union européenne	Cons. UE
366.	Conseil de prud'hommes	Cons. prud'h. [ville], 12 déc. 1997[, n° décision, nom des parties]
367.	Conseil des bourses de valeurs <ul style="list-style-type: none"> - Décision ou avis 	CBV <ul style="list-style-type: none"> - CBV, déc. (ou avis) n° 97-12, 12 déc. 1997, titre
368.	Conseil des Communautés européennes <i>Voir Conseil de l'Union européenne (depuis le 1er déc. 2009)</i>	Cons. CE
369.	Conseil des marchés financiers <i>V. Autorité des marchés financiers</i> <ul style="list-style-type: none"> - décisions générales - règlement général 	CMF <ul style="list-style-type: none"> - CMF, déc. n° 97-02, 2 avr. 1997 - CMF, règl. gén., art 4-1-4
370.	Conseil économique et social de l'Union européenne (depuis le 1er déc. 2009)	CESUE
371.	Conseil économique et social des Communautés européennes <i>(jusqu'au 1er déc. 2009)</i>	CESCE
372.	Conseil économique, social et environnemental	CESE, avis, 5 juin 2010
373.	Conseil européen	Cons. eur.
374.	- Conseil national du crédit et du titre (décisions générales)	CNCT, déc. n° 64-02, 6 févr. 1964
375.	Conseil supérieur de l'aide sociale	CSAS
376.	Conseil supérieur de l'éducation nationale	Cons. sup. éduc. nat.
377.	Conseil supérieur de l'audiovisuel	CSA
378.	Conseil supérieur du notariat	CSN
379.	Conseiller de la mise en état	CME
380.	Considérant	consid.
381.	Consommation	consom.
382.	Consorts	Cts
383.	Constitution	Const. 4 oct. 1958, art. 12 <i>ou</i> préambule
384.	Construction - Urbanisme	Constr.-Urb. 2010, repère x Constr.-Urb. 2010, alerte x Constr.-Urb. 2010, étude x Constr.-Urb. 2010, chron. X Constr.-Urb. 2010, comm. X Constr.-Urb. 2010, formule X
385.	Contentieux	cont.

386.	<i>Contra</i>	<i>contra</i>
387.	Contrats et Marchés publics	Contrats-Marchés publ. 2010, repère x Contrats-Marchés publ. 2010, alerte x Contrats-Marchés publ. 2010, étude x Contrats-Marchés publ. 2010, comm. x Contrats-Marchés publ. 2010, prat. x
388.	Contrats publics – L’actualité de la commande et des contrats publics <i>Voir Actualité de la commande et des contrats publics</i>	
389.	Contrats, concurrence, consommation	Contrats, conc. consom. 2010, repère x Contrats, conc. consom. 2010, alerte x Contrats, conc. consom. 2010, dossier x Contrats, conc. consom. 2010, étude x Contrats, conc. consom. 2010, chron. x Contrats, conc. consom. 2010, comm. x Contrats, conc. consom. 2010, prat. x
390.	Contre	c/
391.	Convention collective	Conv. coll. [secteur], 12 déc. 1997, art. 12
392.	Convention collective nationale	CCN 12 déc. 1997, [secteur], art. 12
393.	Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales (Rome 1950) <i>Couramment appelée « Convention européenne des droits de l’homme »</i>	Conv. EDH 4 nov. 1950, art. 12
394.	Convention internationale	Conv. int.
395.	Coopérative	coop.
396.	Copropriété	copr.
397.	Correctionnel/le	corr.
398.	Cour	C.
399.	Cour administrative d’appel	CAA [ville], 12 déc. 2009, n° décision [, nom des parties]
400.	Cour arbitrale	C. arb.
401.	Cour d’appel	CA [ville], 1re sect., 12 déc. 1997, n° décision
402.	Cour d’assises	C. assises [ville], 12 déc. 1997
403.	Cour d’assises des mineurs	C. assises mineurs [ville], 12 déc. 1997
404.	Cour de cassation - avant 1938 - de 1938 à 1946 - de 1947 à 1951 - de 1952 à 1963 - de 1964 à 1967 - depuis 1968	Cass. - Cass. req. / Cass. civ. - Cass. civ. / Cass. soc. - Cass. civ. / Cass. com. / Cass. soc. - Cass. 1re/2e civ. / Cass. com. / Cass. soc. - Cass. 1re/2e civ. / Cass. com. / Cass. soc. / Cass. ch. réunies - Cass. 1re/2e/3e civ. / Cass. com. / Cass. soc. / Cass. ch. mixte
405.	Cour de cassation (<i>consulter la charte d’anonymisation</i>) <u>Décision</u> - assemblée plénière - chambres civiles - chambre commerciale - chambre criminelle - chambre mixte - chambre des requêtes - chambres réunies - chambre sociale	Cass. - Cass. ass. plén., 12 déc. 1997, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. 1re, ou 2e, ou 3e civ., 12 déc. 1997, n° pourvoi, [nom des parties] - Cass. com., 12 déc. 1997, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. crim., 12 déc. 1997, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. ch. mixte, 12 déc. 1997, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. req., 12 déc. 1937, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. ch. réunies, 12 déc. 1967, n° pourvoi [, nom des parties] - Cass. soc., 12 déc. 1997, n° pourvoi [, nom des parties]

	<u>Avis</u>	Cass., avis, 12 déc. 1997, n° avis
	<u>Ordonnance</u> - Premier président - Président de la chambre criminelle	Cass., ord., 12 déc. 1997, n° ord. - Cass., ord. prem. prés., 5 janv. 2010, n° ord. - Cass. crim., ord., 5 janv. 2010, n° ord.
406.	Cour de discipline budgétaire et financière	CDBF, 12 déc. 1997
407.	Cour de justice de l'Union européenne (pour décisions et actes adoptés depuis le 01/12/09 -Traité de Lisbonne)	CJUE, [1re ch.,] 10 janv. 2010, aff. C-42/10, nom des parties
408.	Cour de justice de la République	CJR
409.	Cour de justice des communautés européennes	CJCE, [1re ch.,] 12 déc. 1997, aff. C-100/97, nom des parties
410.	Cour de révision	En attente de communication de l'abréviation
411.	Cour des comptes	C. comptes, 1re ch., 12 déc. 1997[, nom des parties]
412.	Cour européenne des droits de l'Homme	CEDH, 12 déc. 1997, n° décision[, nom des parties]
413.	Cour internationale de justice - Arrêt - Ordonnance - Avis	CIJ - CIJ, 2 mai 2000 - CIJ, ord., 2 mai 2000 - CIJ, avis, 2 mai 2000
414.	Cour nationale du droit d'asile	CNDA
415.	Cour pénale internationale	C. pén. internationale
416.	Cour permanente de justice internationale	CPJI, 2 mai 2000
417.	Cour régionale des comptes	C. rég. comptes région, 2 mai 2000
418.	Cour régionale des pensions	C. rég. pensions
419.	Courrier juridique des finances et de l'industrie	Courrier jur. fin. et ind. Courrier jur. fin. et ind. 2004, n° 26, étude p. 10 Courrier jur. fin. et ind. 2004, n° 26, dr. eur. p. 10 Courrier jur. fin. et ind. 2004, n° 26, jurispr. p. 10 Courrier jur. fin. et ind. 2004, n° 26, actualités p. 10
420.	Critique	crit.
421.	D.O <u>Actualité</u> (hebdomadaire) - Jusqu'en 2006 - À partir de 2007 <u>Encyclopédie</u> - Fiscal - Social - Comptable - Affaires <u>Dossiers</u>	- V. D.O Actualité xx/2004, § xx - V. D.O Actualité 12/2007, n° 123, § xx - V. étude F-13 100 - V. étude S-13 100 - V. étude C-13 100 V. étude A-13 100 V. Dossier D.O 9/2009, § 3
422.	Dalloz (Encyclopédie)	Rép. civ. Dalloz, V° Absence, 85
423.	Dalloz (hebdomadaire) (de 1924 à 1940) - <i>Voir Dalloz Recueil</i>	DH
424.	Dalloz (Jurisprudence générale)	Dalloz, jurispr. gén., V° Adoption
425.	Dalloz (Mégacode) - commentaires sous un article	Mégacode civil Dalloz - Mégacode civil Dalloz 1999, comm. ss art. 319, n° 013
426.	Dalloz (Recueil) <u>Jusqu'en 2000 :</u> - Actualité jurisprudentielle (dans le cahier bleu/affaires) : - Chroniques - Jurisprudence - Sommaires commentés - Informations rapides - Législation <u>À partir de 2001</u> - Point de vue Autres parties (Pagination continue et unique : le cahier rouge général précède le cahier bleu Affaires)	D. D. 2000, act. jurispr. p. 100 D. 2000, chron. p. 100 D. 2000, jurispr. p. 100 D. 2000, somm. p. 100 D. 2000, inf.rap. p. 100 D. 2000, législ. p. 100 - D. 2001, n° 29, point de vue p. V (<i>chiffres romains</i>) D. 2004, p. 952
427.	Dalloz Action	Dalloz Action Copropriété année, p. xx

428.	Dalloz affaires (<i>intégré au Recueil Dalloz [cahier bleu] en 1999</i>)	D. affaires 1997, p. 100
429.	Dalloz analytique (de 1941 à 1944) - Voir <i>Dalloz Recueil</i> - Jurisprudence - Sommaires - Législation	DA DA 1943, jurispr. p. 100 DA 1943, somm. p. 100 DA 1943, législ. p. 100
430.	Dalloz critique (de 1941 à 1944) - Voir <i>Dalloz Recueil</i> - Jurisprudence - Sommaires commentés - Législation	DC DC 1943, jurispr. p. 100 DC 1943, somm. p. 100 DC 1943, législ. p. 100
431.	Dalloz périodique (jusqu'en 1940) - Jurisprudence - Sommaires commentés - Législation <i>Voir Dalloz Recueil</i>	DP DP 1940, jurispr. p. 100 DP 1940, somm. p. 100 DP 1940, législ. p. 100
432.	Dalloz, Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence	Rép. méth. Dalloz, V° Octroi, 85
433.	Dalloz, Répertoire pratique	Rép. prat. Dalloz, V° Appel, 85
434.	Décembre	déc.
435.	Décision - Décision émise par une juridiction - Décision émise par un organisme normatif	Déc. - Abréviation ou sigle de l'organisme émetteur, déc. date, numéro (Cons. const., déc. 12 mai 1997, n° 97-1 L) - Abréviation ou sigle de l'organisme émetteur, déc. n° XX, date (CBV, déc. n° 97-12, 12 nov. 1997)
436.	Décision de la Commission européenne	Comm. CE, déc. 97/1000, 12 déc. 1997[, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]
437.	Décision du Conseil de l'Union européenne	Cons. UE, déc. 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]
438.	Décision du directeur général de l'INPI	INPI, déc. dir. gén., 2 mai 2000
439.	Déclaration	Décl.
440.	Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789)	DDHC
441.	Déclaration universelle des droits de l'homme (Nations unies 1948)	DUDH
442.	Décret	D. n° 97-1200, 12 déc. 1997, [titre], art. 12
443.	Décret-loi	D.-L. n° 29-1200, 12 déc. 1929, [titre], art. 12
444.	Defrénois <i>Voir Répertoire du notariat Defrénois</i>	Defrénois 2004, art. 37875 [, p. (seulement pour la jurisprudence)]
445.	Délibération	Délib.
446.	Déontologie	déont.
447.	Département/al	Dpt/al
448.	DGI, documentation administrative de base	Doc. adm. DGI, 5 G-116, § 100, 15 juill. 2002
449.	Dictionnaire de l'enregistrement	Dict. enr., n° 100
450.	Dictionnaire Joly	Joly (Sociétés, Marché commun, etc.), parfois t. ou L., V°-, 100
451.	Dictionnaires permanents (Éditions législatives) Bulletin d'information Formules	Dict. perm. Social, V° Embauche, 10 - Dict. perm. Social, bull. 10, V° Embauche, 10 - Dict. perm. Social, formule [titre]
452.	Direction (sous la - de)	ss dir.
453.	Direction générale des Douanes	DG Douanes
454.	Direction générale des Impôts	DGI
455.	Directive	Origine, dir. numéro, date
456.	Directives communautaires	Cons. UE (ou PE et Cons. UE), dir. 97/145/CE ou dir. 97/145/CEE, 12 déc. 1997 [, titre]
457.	Disciplinaire	Disc.
458.	Dispositif	Disp.
459.	Docis (Documentation des institutions sociales)	Docis
460.	Doctrine	doctr.
461.	Document parlementaire (français)	Doc. (AN ou Sénat) 1997-1998, n° 110
462.	Documentation administrative de base de la DGI <i>Voir DGI</i>	Doc. adm. DGI, 5 G-116, § 100, 15 juill. 2002
463.	Documentation des réfugiés	DR

464.	Documentation française	Doc. fr.
465.	Documentation opérationnelle <i>Voir D.O</i>	D.O
466.	Documents communautaires (Europe) - Commission - Parlement européen	Doc. COM (1998), 215 final[, 12 déc. 1997, titre] Doc. PE n° 2-216/97 [, 12 déc. 1997, titre]
467.	Domaine	Dom.
468.	Dossier	ne s'abrège pas
469.	Droit administratif	Dr. adm. 2010, repère x Dr. adm. 2010, alerte x Dr. adm. 2010, entretien x Dr. adm. 2010, étude x Dr. adm. 2010, chron. x Dr. adm. 2010, comm. x Dr. adm. 2010, prat. x
470.	Droit d'auteur	Dr. auteur 1997, p. 100
471.	Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat <i>Voir Annuaire français de droit de l'urbanisme et de l'habitat (jusqu'en 2001)</i>	DAUH 2004, p. 100
472.	Droit de l'enfance et de la famille	Dr. enfance et fam. 1996, n° 2, p. 61
473.	Droit de l'environnement	Dr. env. juin 2004, p. 10
474.	Droit de l'informatique et des télécommunications (jusqu'en 1999) <i>Voir Communication - Commerce électronique</i>	Dr. informatique et télécoms 1999, n° 3, p. 10
475.	Droit de la famille	Dr. famille 2010, repère x Dr. famille 2010, alerte x Dr. famille 2010, dossier x Dr. famille 2010, étude x Dr. famille 2010, chron. x Dr. famille 2010, comm. x Dr. famille 2010, prat. x
476.	Droit des sociétés	Dr. sociétés 2010, repère x Dr. sociétés 2010, alerte x Dr. sociétés 2010, étude x Dr. sociétés 2010, comm. x Dr. sociétés 2010, formule x Dr. sociétés 2010, prat. x
477.	Droit des sociétés, actes pratiques (jusqu'en 1997) <i>Voir Actes pratiques. Ingénierie sociétaire</i>	Dr. sociétés, actes prat. 1997, n° 4, p. 10
478.	Droit du travail et de la sécurité sociale <i>Voir Travail et protection sociale</i>	Dr. trav.
479.	Droit et patrimoine (Journal des notaires et des avocats jusqu'en 1993)	Dr. et patrimoine juin 2004, p. 10
480.	Droit et pratique du commerce international (jusqu'en 1996)	DPCI 1996, p. 100
481.	Droit et pratique judiciaire (de 1978 à 1984)	Dr. prat. jud.
482.	Droit et procédures (jusqu'en 2000, <i>Revue des huissiers</i>)	Dr. et proc. 2004, p. 200
483.	Droit et société	Dr. et société 2004, n° 57, p. 10
484.	Droit et ville	Dr. et ville 2004, n°57, p. 10
485.	Droit européen des transports	Dr. eur. transp.
486.	Droit fiscal (à partir de 2002) - Actualité - Études - Rapports - Projets - Chronique - Commentaires - Instructions	Dr. fisc. Dr. fisc. 2010, n° revue, act. x Dr. fisc. 2010, n° revue, étude x Dr. fisc. 2010, n° revue, comm. x Dr. fisc. 2010, n° revue, instr. x
487.	Droit fiscal (à partir de 2007) - Actualité - Autres parties	Dr. fisc. 2007, act. 100 Dr. fisc. 2007, 1000
488.	Droit maritime français	DMF 2004, p. 100

489.	Droit ouvrier (Le)	Dr. ouvrier 2004, p. 100
490.	Droit pénal	Dr. pén. 2010, repère x Dr. pén. 2010, alerte x Dr. pén. 2010, pan. x Dr. pén. 2010, dossier x Dr. pén. 2010, chron. x Dr. pén. 2010, entretien x Dr. pén. 2010, étude x Dr. pén. 2010, comm. x Dr. pén. 2010, formule x
491.	Droits	Droits 2003, n° 38, p. 10
492.	Échange de lettres	Éch. lettres
493.	Économie et comptabilité	Éco. et compt. juin 2004, p. 10
494.	Édition	éd.
495.	Éducation et management	Éd. et management
496.	Éducation nationale	éd. nat.
497.	Élection cantonale	élect. cant.
498.	Élection municipale	élect. mun.
499.	Élection régionale	élect. rég.
500.	Élection/électoral	élect.
501.	Enfance	enf.
502.	Enregistrement	enr.
503.	Enseignement	ens.
504.	Entreprise	Entr.
505.	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	EURL
506.	Environnement et Développement durable (<i>avant 2009 Environnement</i>)	Environnement et dév. durable 2010, repère x Environnement et dév. durable 2010, alerte x Environnement et dév. durable 2010, dossier x Environnement et dév. durable 2010, entretien x Environnement et dév. durable 2010, étude x Environnement et dév. durable 2010, chron. x Environnement et dév. durable 2010, comm. x Environnement et dév. durable 2010, prat. x
507.	Épouse	épse
508.	Époux	épx
509.	Erratum(a)	<i>erratum(a)</i> - ne s'abrège pas
510.	Espace économique européen	EEE
511.	Espèce	esp.
512.	Et autres	et a.
513.	Établissements	Éts
514.	Étude	ne s'abrège pas
515.	Études de la Documentation française (s'intitulait Notes et études et documentaires jusqu'en 2004)	Études Doc. fr.
516.	Études et documents du Conseil d'Etat (rapport public annuel du Conseil d'Etat)	EDCE 2004, p. 100
517.	Études foncières	Études foncières 2004, n° 109, p. 10
518.	Europe	Europe 2010, repère x Europe 2010, alerte x Europe 2010, étude x Europe 2010, comm. x
519.	Europe des libertés (L')	Europe lib.
520.	Europe information services	EIS
521.	Expertises des systèmes d'information	Expertises 2004, p. 100
522.	Experts	Experts juin 2004, p. 10
523.	Exploitation agricole à responsabilité limitée	EARL
524.	Familial/e	fam.
525.	Fascicule	Fasc. (collection thématique) fasc. (collection par verbo ou articulatoire)
526.	Feuillet de documentation pratique fiscal Lefebvre	Doc. fisc. Lefebvre, TVA-IV-100

527.	Feuillet de documentation pratique social Lefebvre	Doc. soc. Lefebvre, M-II-900
528.	Feuillet rapide fiscal – social Francis Lefebvre	FR Lefebvre 2004, n° 3, p. 10
529.	Feuillet rapide social Francis Lefebvre	FRS Lefebvre 2004, n° 3, p. 10
530.	Février	févr.
531.	Fiche pratique (dans une revue LNF)	prat.
532.	Fichier du Centre de documentation juridique de l'Ouest	Fichier CDJO n°
533.	Fiduciaire	fid.
534.	Financ/e/ier/ière	fin.
535.	Fiscal/ité	fisc.
536.	Fluvial	fluv.
537.	Fonction	fonct.
538.	Fonds européen de développement	FED
539.	Forestier	for.
540.	Formulaire Lamy Sociétés commerciales	Formulaire Lamy Stés com. – (titre), n° de formule Ex : Formulaire Lamy Stés com. – SARL, Fil.150-15
541.	Formulaires Lamy commentés	Formulaire Lamy (titre) commenté, étude 100
542.	Formule	form.
543.	Gazette des communes	Gaz. cnes. 2004, n° 50, p. 10
544.	Gazette des tribunaux	Gaz. trib.
545.	Gazette des tribunaux du Midi	Gaz. trib. Midi
546.	Gazette du Palais - revue bihebdomadaire (<i>référence à éviter</i>) - reliure bimestriel : - Chronique de droit criminel - Doctrine - Jurisprudence - Législation - Lettre de jurisprudence - Panorama de droit administratif - Panorama de droit du travail - Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation - Sommaires (avant 2000) - Sommaires de jurisprudence (depuis 2000)	Gaz. Pal. Gaz. Pal. 7 juill. 2004, p. 10 - Gaz. Pal. 1997, 1, chron. dr. crim. n° 57, p. 10 - Gaz. Pal. 1997, 1, doct. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, jurispr. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, législ. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, lettre jurispr. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, pan. dr. adm. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, pan. dr. trav. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, pan. jurispr. p. 120 - Gaz. Pal. 1997, 1, somm. p. 120 - Gaz. Pal. 2001, 1, somm. jurispr. p. 120
547.	Gazette du Palais, tables	Gaz. Pal. tables 1992-1997, V°-, 10
548.	Gazette européenne (Supplément de la gazette du Palais)	Gaz. eur. 2003, p. 3649
549.	Gazette officielle de la chasse	Gaz. off. chasse
550.	Gazette officielle de la pêche et de l'eau	Gaz. off. pêche et eau
551.	Général	gén.
552.	Grandes décisions du Conseil constitutionnel	GDCC 2003, p. 100
553.	Grands arrêts - Cour de justice des communautés européennes - Droit des affaires - Droit de l'assurance - Droit de l'audiovisuel - Droit criminel - Droit de la décentralisation - Droit immobilier - Droit international public - Droit pénal général - Droit de la sécurité sociale - Droit du travail - Droit de l'urbanisme - Jurisprudence administrative - Jurisprudence civile - Jurisprudence commerciale - Jurisprudence financière - Jurisprudence fiscale - Jurisprudence française de droit international privé	GA matière année, p. /n° - GACJCE 1994, p. 100 - GAD aff. 1997, p. 100 - GAD assur. 2008, p. 100 - GADA 1997, p. 100 - GAD crim. 1997, p. 100 - GADD 2002, p. 100 - GAD imm. 2001, p. 100 - GADI publ. 2002, p. 100 - GAD pén. général 2003, p. 100 - GADSS 1998, p. 100 - GAD trav. 2004, p. 100 - GADU 1997, p. 100 - GAJA 1997, p. 100 - GAJ civ. 1997, vol. 1, p. 100 - GAJ com. 1997, p. 100 - GAJ fin. 1995, p. 100 - GAJ fisc 2003, p. 100 - GAJDIP 2001, p. 100

	- Procédure pénale - Propriété intellectuelle	- GA proc. pén. 2003, p. 100 - GA propr. intell. 2003, p. 100
554.	Grands avis du Conseil d'État	GACE 2002, p. 100
555.	Grands textes de droit international public	GTDI publ. 2002, p. 100
556.	Groupement agricole d'exploitation en commun	GAEC
557.	Groupement d'intérêt économique	GIE
558.	Groupement européen d'intérêt économique	GEIE
559.	Groupement foncier agricole	GFA
560.	Groupement foncier rural	GFR
561.	Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité	HALDE, délib. n° xx, date
562.	Haute Autorité de santé	HAS
563.	Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	HADOPi
564.	Haute Cour de justice	H CJ
565.	INC-hebdo	INC-hebdo 26 avr. 2004, p. 3
566.	Indicateur de l'enregistrement	Ind. enr. 2004, n° 18317
567.	Industrie/el/elle	ind.
568.	Informateur du chef d'entreprise (I') (1950-1977)	Inf. chef entr. janv. 1975, n° 656, p. 100
569.	Informations rapides de la copropriété	Inf. rap. copr. juin 2004, p. 10
570.	Infra	ne s'abrège pas
571.	Ingénierie patrimoniale (jusqu'en 1999)	RD bancaire et bourse, ing. patr. mai-juin 1998, p. 10
572.	Instance	inst.
573.	Institut monétaire européen	IME
574.	Institut national de la propriété industrielle – Décision du directeur général	INPI INPI, déc. dir. gén., 2 mai 2000
575.	Instruction	instr. Instr. [origine] n° 97-12, 12 déc. 1997, [titre]
576.	Instruction générale relative à l'État civil	IGEC, § 16
577.	Janvier	janv.
578.	Joly (CD-Rom)	Jolydisc Sociétés ...
579.	Journal	Journ.
580.	Journal de la marine marchande	JMM
581.	Journal de l'enregistrement et des domaines (jusqu'en 1932)	Journ. enr. 1932, p. 100
582.	Journal des agréés <i>Voir Revue de jurisprudence commerciale</i>	
583.	Journal des conservateurs d'hypothèques	Journ. conserv. hyp.
584.	Journal des finances	Journ. fin.
585.	Journal des maires	Journ. maires 2010
586.	Journal des notaires et des avocats (jusqu'en janvier 1993, incluait le Répertoire Commaille) <i>Voir Droit et patrimoine</i>	Journ. not. 1992, p. 100
587.	Journal des tribunaux - Droit européen	JTDE, n° 25 - 1999, p. 12
588.	Journal du droit international (Clunet)	JDI 2010, doct. x, p. x JDI 2010, chron. x, p. x JDI 2010, comm. x, p. x JDI 2010, var. p. x JDI 2010, biblio n° x, p. x JDI 2010, info n°, p. x
589.	Journal européen de droit international	JEDI 1991, p. 25
590.	Journal officiel (de la République française) Débats parlementaires et réponses ministérielles à questions orales : - Assemblée nationale (depuis 1980)	JO JO 23 avril 2010 JO 23 avril 2010, page XX JO 23 avril 2010, texte n° XXX - JOAN CR 12 déc. 1999

	- Sénat (depuis 1983) ----- <u>Documents administratifs :</u> ----- <u>Lois et décrets :</u> - numéro complémentaire ----- <u>Réponses ministérielles à questions écrites :</u> - Assemblée nationale (depuis 1980) - Sénat (depuis 1983)	- JO Sénat CR 12 déc. 1999 ----- - JO doc. adm. n° 8502 ----- JO 2 mai 2000 - JONC 2 mai 2000 ----- - JOAN Q 12 déc. 1999 - JO Sénat Q 12 déc. 1999
591.	Journal officiel (de la République française) électronique	JO électr. 23 avril 2010, texte n° XX
592.	Journal officiel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier	JOCECA 11 mai 1954, p. 100
593.	Journal officiel de l'Office européen des brevets	JOOEB 22 juill.2000, p. 100
594.	Journal officiel de l'Union européenne (à partir du 1er févr. 2003) - Série C - Série L	JOUE - JOUE n° C 10, 10 déc. 1997 - JOUE n° L 27, 29 févr. 2003
595.	Journal officiel des associations et des fondations	JO assoc. 10 nov. 1997, p. 100
596.	Journal officiel des communautés européennes (jusqu'au 01/02/2003) - Série C - Série L	JOCE - JOCE n° C 10, 10 déc. 1997 - JOCE n° C 25, 29 févr. 2003
597.	Journal officiel du Conseil économique et social	JOCES 10 déc. 2001
598.	Journal spécial des sociétés <i>Voir Quotidien juridique</i> (jusqu'en 1991) <i>Voir Gazette du Palais</i> (depuis 1992)	Journ. sp. sociétés
599.	Journées de la société de législation comparée (jusqu'en 1995)	Journées soc. législ. comp. 1995, p. 100
600.	Juge aux affaires familiales	JAF
601.	Juge aux affaires matrimoniales	JAM
602.	Juge de la détention	Juge dét.
603.	Juge de la mise en état	JME
604.	Juge de l'application des peines	JAP
605.	Juge de l'exécution	JEX
606.	Juge de l'expropriation	Juge expr.
607.	Juge des enfants	Juge enfants
608.	Juge des tutelles	Juge tutelles
609.	Juillet	juill.
610.	Juin	juin
611.	Juridiction de proximité	J. proximité
612.	juridique (adj.)	jur. dans une abréviation ou J. dans un sigle
613.	JurisClasseur - Encyclopédies - Collections à structure alphabétique - Collections à structure articulaire - Collections à structure numérique	JCl. (Civil, Pénal, etc.) - JCl. Encyclopédie des huissiers de justice, V° Saisie immobilière, fasc. 10[, par J.-N. Blanc] - JCl. Civil Code, Art. 215 à 230, fasc. 10 [, par J.-N. Blanc] - JCl. Administratif, Fasc. 1000 [, par J.-N. Blanc]
614.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) Jusqu'en 1984 - Édition Avoués (jusqu'en 1972) - Édition Commerce et industrie - Édition générale - Édition notariale et immobilière - Édition Justice de paix jusqu'en 1959 - Édition Tribunaux d'instance (1959-1965)	JCP - JCP A année, partie, numéro ou page - JCP CI (puis E) année, partie, numéro ou page - JCP G année, partie, numéro ou page - JCP N année, partie, numéro ou page - JCP JP année, partie, numéro ou page - JCP TA année, partie, numéro ou page

615.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>De 1984 à 1997 :</u> Éditions : Entreprise, Générale, Notariale : - Toutes parties sauf pages d'actualité - Pages d'actualité	- JCP édition année, partie, numéro de l'information ou page - JCP édition année, act. (ou bloc-notes ou pan. ou en bref), numéro ou page
616.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>De 1998 à 2001 :</u> - Édition générale - Éditions Entreprise et affaires, Notariale et immobilière o Pages d'actualités o Toutes parties sauf pages d'actualité	JCP G année, partie, numéro de l'information ou page - JCP E (ou N) année, act. (ou pan. ou en bref), page - JCP E (ou N) année, page
617.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>Édition générale (à partir de 2002) :</u> - Actualité - Doctrine - Jurisprudence - Textes - Sommaires de jurisprudence	JCP G année, partie, numéro de l'information - JCP G 2004, act. 5 - JCP G 2004, I, 105 - JCP G 2004, II, 10005 - JCP G 2004, III, 20005 - JCP G 2004, IV, 1005
618.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>Édition générale (à partir du n° 25 en date du 15 juin 2009</u> - La semaine du droit ----- - La semaine de la doctrine ----- - La semaine du praticien	Notes de jurisprudence : JCP G 2010, note 100, nom auteur Toutes les autres rubriques : JCP G 2010, act. 100, nom auteur ----- - Toutes les rubriques : JCP G 2010, doct. 100, nom auteur ----- - Toutes les rubriques : JCP G 2010, prat. 100, nom auteur
619.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>Édition Administration et collectivités territoriales (à partir de 2002)</u> - Actualités - Autres parties de la revue	JCP A année, [partie pour Actualités,] numéro de l'information - JCP A 2004, act. 105 - JCP A 2004, 1005
620.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>Édition Entreprise et affaires (à partir de 2002) :</u> - Actualité - Autres parties de la revue	JCP E année, [partie pour Actualités,] numéro de l'information - JCP E 2004, act. 105 - JCP E 2004, 1005
621.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) <u>Édition Notariale et immobilière (à partir de 2002) :</u> - En bref - Autres parties de la revue	JCP N année, [partie pour En bref,] numéro de l'information - JCP N 2004, en bref 105 - JCP N 2004, 1005
622.	JurisClasseur Périodique (Semaine Juridique) – ancien TPS <u>Édition sociale (à partir de mai 2005) :</u> - Actualités - Autres parties de la revue	JCP S année, numéro de l'information - JCP S année, act. 105 - JCP S année, 2500
623.	Juris-Compact (éd. JurisClasseur)	Les collectivités territoriales et leurs contrats , ss dir. Prénom Nom : Éd. JurisClasseur, coll. Juris-Compacts, 1999, n° 1000

624.	JurisData (Banque de données juridiques) Références postérieures à 1980	JurisData n° [année de l'arrêt]-[n° à 6 chiffres] ex : JurisData n° 2004-024546
625.	Juri-social (de 1977 à 1988) <i>Voir Cahiers sociaux du Barreau de Paris</i>	Juri-soc. 1988, n°3, p. 10
626.	Jurisprudence	Jurispr.
627.	Jurisprudence auto	Jurispr. auto 2004, p. 100
628.	Jurisprudence sociale de l'UIMM	Jurispr. soc. UIMM
629.	Jurisprudence sociale Lamy	JSL 2004, n° 147, 8
630.	Juriste (Le)	Juriste 2004, n° 12, p. 10
631.	Justices (jusqu'en 2000)	Justices 2000, n° 2, p. 10
632.	Lamy (Contrats internationaux, Associations et autres classeurs)	Lamy Titre, n° étude Ex : Lamy Contrats internationaux, 5-352
633.	Lamy (Social, Transports et autres ouvrages reliés) - Bulletin d'actualité - Formulaire	Lamy (Social, Associations, Transport, etc.) 2004, [t.] 100 - Lamy Social 2004, bull. A, p. 10 - Lamy droit du financement, formulaire, n° de formule
634.	<i>Law and European Affairs</i> <i>Voir Revue des affaires européennes</i>	LEA 2002, p. 100
635.	Lebon <i>Voir Recueil des décisions du Conseil d'État</i> - Tables annuelles	Rec. CE 2000, p. 10 - Rec. CE 2000, tables p. 100
636.	Legalis.net	Legalis.net
637.	Legi social (jusqu'en 2001) - <i>Voir Revue fiduciaire social</i>	Legi soc.
638.	Legipresse	Legipresse 2004, I (ou II, III, IV), p. 100
639.	Lettre d'Actualité des procédures collectives <i>Voir Actualité des procédures collectives</i>	
640.	Lettre de droit public des affaires (jusqu'en juillet 2001)	LDPA, juill. 2001, p. 6
641.	Lettre de la SNCF	Lettre SNCF févr. 1997, p. 10
642.	Lettre du JurisClasseur Environnement (jusqu'en 2001)	Lettre JCl. Environnement, déc. 2001, p. 5
643.	Lettre ministérielle	Lettre min. [origine] n° 97-12, 12 déc. 1997, [titre]
644.	Lettre recommandée avec demande d'avis de réception	Lettre recommandée AR
645.	Liaisons sociales - Bref social - Jurisprudence actualité - Législation sociale - Supplément	Liaisons soc. - Liaisons soc. 2004, Bref 14186 - Liaisons soc. 2004, Jurispr. 877 - Liaisons soc. 2004, Légis. 877 - Liaisons soc. suppl. mars 1998, 77
646.	Libre-service actualités	LSA 20 mai 2000[, 1000]
647.	Litec (Feuillets mobiles) - Classés par fascicule - Classés par verbo	 - FM Litec, Le Secrétaire de Mairie, Fasc. 50 - FM Litec, Pratique des Marchés publics, V° Achat public, fasc. 20
648.	Livre des procédures fiscales	LPF, art. L. 110
649.	Loi - Loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	L. n° 97-12, 12 déc. 1997, [intitulé,] art. 12 L. DDOEF n° 98-546, 2 juill. 1998, art. 12
650.	Loi constitutionnelle	L. const. n° 97-12, 12 déc. 1997, [intitulé,] art. 12
651.	Loi de finances Loi de finances rectificative	L. fin. 1997, n° 96-1200, 12 déc. 1996, art. 12 L. fin. rect. 1996, n° 96-1200, 12 déc. 1996, art. 12
652.	Loi organique	L. org. n° 97-1200, 12 déc. 1997, [intitulé,] art. 12
653.	Loyers et copropriété	Loyers et copr. 2010, repère x Loyers et copr. 2010, alerte x Loyers et copr. 2010, étude x Loyers et copr. 2010, chron. x Loyers et copr. 2010, comm. x Loyers et copr. 2010, prat. X
654.	Mai	mai
655.	Mars	mars
656.	Médecine et droit	Médecine et droit 2004, p. 100

657.	Médiateur de la République	ne s'abrège pas
658.	Mélanges	Mél.
659.	Mémento pratique Francis Lefebvre	Mémento Lefebvre fiscal (ou sociétés etc.) 2004, 591 [, p. 100]
660.	Mémo social	Mémo social 2004, 591 [, page]
661.	Ministère public	min. publ.
662.	Ministre	min.
663.	Moniteur des huissiers	Mon. huissiers
664.	Moniteur des travaux publics et du bâtiment - cahiers détachés :	Mon. TP 9 juill. 2004, p. 100 Mon. TP 9 juill. 2004, cah. détaché n° 1, p. 500
665.	Moniteur judiciaire de Lyon (de 1837 à 1955) <i>Voir Tout Lyon et le Moniteur judiciaire (Le)</i>	Mon. jud. Lyon
666.	Moniteur officiel du commerce international	MOCI 25 déc. 2003, p. 10
667.	Municipal	mun.
668.	Notes et études et documentaires (jusqu'en 2004) <i>Voir Études de la documentation française</i>	Notes et études doc.
669.	Nouveau Code de procédure civile (<i>jusqu'au 20 déc. 2007</i>)	NCPC, art. 110
670.	Novembre	nov.
671.	Numéro	n°
672.	Observation	obs.
673.	Octobre	oct.
674.	Office de l'harmonisation dans le marché intérieur	OHMI
675.	Office européen de lutte anti-fraude	OLAF
676.	Office européen des brevets	OEB, déc. 2 mai 2000
677.	Office français de protection des réfugiés et apatrides	OFPRA
678.	Office national de l'eau et des milieux aquatiques (remplace depuis 2004 Conseil supérieur de la pêche)	ONAMA
679.	Opere citato	op. cit. (<i>suivi du n° de renvoi</i>)
680.	Option finance	Option fin. 19 juill. 2004, p. 10
681.	Option Qualité	Option Qualité oct. 2004, p. 10
682.	Ordonnance	Ord. n° 2009-1752, 25 déc. 2009[, intitulé], art. 3
683.	Organisation de coopération et de développement économique	OCDE
684.	Organisation des Nations unies - Résolution de l'Assemblée générale	ONU AG ONU, rés. 2 mai 2000
685.	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	OMPI
686.	Organisme de placements collectifs en valeur mobilière	OPCVM
687.	Pacte	ne s'abrège pas
688.	Page	p.
689.	Paragraphe	§
690.	Parlement européen - Documents parlementaires - Règlements	PE Doc. PE n° 2-216/97, 12 déc. 1997[, titre] PE, règl. n° 1000/97[, titre]
691.	Pataille <i>Voir Annales de la propriété industrielle</i>	Ann. propr. ind. 2004, p. 10
692.	Petites affiches (Les)	LPA 10 sept. 2004, p. 10
693.	Plan comptable général	PCG
694.	Plénière	plén.
695.	Pôle emploi	ne s'abrège pas
696.	Pratique (partie de revue LNF)	Prat.
697.	Préambule	ne s'abrège pas
698.	Précité	préc. n°
699.	Préliminaire	ne s'abrège pas (CPP, art. préliminaire)
700.	Premier président	Prem. prés.
701.	Président-directeur général	PDG
702.	Procédure	Proc.
703.	Procédures	Procédures 2010, repère x Procédures 2010, alerte x

		Procédures 2010, dossier x Procédures 2010, entretien x Procédures 2010, étude x Procédures 2010, chron. x Procédures 2010, comm. x Procédures 2010, prat. x Procédures 2010, form. x
704.	Procès-verbal	PV
705.	Procureur de la République	Proc. Rép.
706.	Procureur général	Proc. gén.
707.	Projet de loi	Projet de loi AN n° 100, 1994-1995 [, intitulé]
708.	Proposition de loi	Prop. de loi Sénat n° 100, 1994-1995 [, intitulé, page]
709.	Propriété industrielle	Propr. industr. 2010, repère x Propr. industr. 2010, alerte x Propr. industr. 2010, étude x Propr. industr. 2010, chron. x Propr. industr. 2010, comm. x Propr. industr. 2010, prat. x
710.	Propriété industrielle - Bulletin documentaire - textes officiels : - doctrine : - jurisprudence : - actualités et informations :	PIBD PIBD 2004, I, p. 100 PIBD 2004, II, p. 100 PIBD 2004, III, p. 100 PIBD 2004, IV, p. 100
711.	Propriété industrielle (revue mensuelle de l'OMPI)	Propr. ind.
712.	Propriétés intellectuelles	Propr. intell. 2005, n° 3, p. 25
713.	Protocole	Prot.
714.	Protocole additionnel	Prot. additionnel
715.	Protocole d'accord	Prot. accord
716.	Prud'hommes pêcheurs	Prudh. pêcheurs
717.	Questions de sécurité sociale	Quest. SS 2004, n° 597, p. 10
718.	Quinzaine juridique des collectivités territoriales	Quinzaine jur. 5 juill. 2004, p. 10
719.	Quotidien juridique (de 1992 à 1998)	Quot. jur. 31 déc. 1998, p. 10
720.	Rapport	Rapp. AN (ou Sénat) n° 100, 1994-1995 [, intitulé, page]
721.	Rapport public annuel du Conseil d'État <i>Voir Études et documents du Conseil d'État</i>	
722.	Rapporteur	rapp.
723.	Rapporteur public <i>Voir Commissaire du gouvernement (avant 2009)</i>	rapp. publ.
724.	Rapprocher	rappr.
725.	Recommandation	Recomm.
726.	Rectificatif	rect.
727.	Recueil Dalloz-Sirey <i>Voir Dalloz</i>	
728.	Recueil de droit pénal (publié de 1947 à 1974)	Rec. dr. pén. 1974, n° 182, p. 100
729.	Recueil de jurisprudence communautaire - Fonction publique	Rec. jurispr. communautaire - Fonct. publ.
730.	Recueil de jurisprudence constitutionnelle	Rec. jurispr. const. 1997, p. 100
731.	Recueil de jurisprudence de la Fonction publique	Rec. FP
732.	Recueil de jurisprudence des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel	Rec. TA 2004, p. 100
733.	Recueil de la Commission de recours des réfugiés	Rec. Comm. recours réfugiés 2000, p. 100
734.	Recueil de la Cour de justice et du tribunal de première instance des communautés européennes - Arrêts de la CJCE - Arrêts du TPICE	Rec. CJCE - Rec. CJCE 2002, I, p. 1000 - Rec. TPICE 2002, II, p. 1000
735.	Recueil de la Cour des comptes	Rec. C. comptes 1997, p. 100
736.	Recueil de la Cour européenne des droits de l'homme	Rec. CEDH 1989, p. 11
737.	Recueil de la Cour internationale de justice	Rec. CIJ 1999, p. 25
738.	Recueil des actes administratifs	Rec. actes adm.

739.	Recueil des avis et décisions du Conseil de la concurrence	Rec. ADCC Lamy 2004, 912
740.	Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye	RCADI RCADI 2003, t. 301, p. 100
741.	Recueil des décisions du Conseil constitutionnel	Rec. Cons. const. 2002, p. 100 Rec. Cons. const. 2002, tables, p. 100
742.	Recueil des décisions du Conseil d'État - Tables annuelles	Rec. CE 2000, p. 100 Rec. CE 2000, tables, p. 100
743.	Recueil des décisions du Tribunal suprême de Monaco	RDTS Monaco
744.	Recueil des eaux et forêts	Rec. eaux et forêts
745.	Recueil juridique d'Alsace-Lorraine	RJAL
746.	Recueil juridique de l'Est	Rec. jur. Est 2004, p. 100
747.	Recueil Lebon <i>Voir Recueil des décisions du Conseil d'État</i>	
748.	Recueil législatif d'Alsace-Lorraine	RLAL
749.	Recueil Pataille <i>Voir Annales de la propriété industrielle</i>	
750.	Recueils officiels de jurisprudence fiscale édités par la DGI	RJ RO
751.	Référé	réf.
752.	Règlement	règl.
753.	Règlement communautaire - Règlements adoptés avant le 1^{er} décembre 2009 : - Commission - Conseil - Parlement et Conseil ----- Règlements adoptés après le 1^{er} décembre 2009 : - Commission - Conseil Parlement et Conseil	Règl. - Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997[, titre] - Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997[, titre] - PE et Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997[, titre] - Comm. UE, règl. (UE) n° 1000/97, 12 déc. 2009[, titre] - Cons. UE, règl. (UE) n° 1000/97, 12 déc. 2009[, titre] PE et Cons. UE, règl. (UE) n° 1000/97, 12 déc. 2009[, titre]
754.	Règlement d'administration publique	RAP
755.	Règlement de procédure de la Cour de justice des Communautés européennes <i>Voir Règlement de procédure de la Cour de justice de l'Union européenne (depuis le 1er déc. 2009)</i>	Règl. proc. CJCE Règl. proc. CJUE
756.	Règlement de procédure du Tribunal de première instance des Communautés européennes <i>Voir Règlement de procédure du Tribunal de première instance de l'Union européenne (depuis le 1er déc. 2009)</i>	Règl. proc. TPICE Règl. proc. TPIUE
757.	Règlement général de la police et de la navigation intérieure	RGPNI
758.	Répertoire alphabétique de l'enregistrement	Rép. alph. enreg.
759.	Répertoire Commaille <i>Voir Journal des notaires et des avocats (depuis 1977)</i> <i>Voir Droit et Patrimoine (depuis janvier 1993)</i>	Rép. Commaille
760.	Répertoire du notariat Defrénois (<i>Répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement jusqu'en 1965</i>)	Defrénois 2004, art. 37875 [, p. (seulement pour la jurisprudence)]
761.	Répertoire général alphabétique de droit français (dit « le Carpentier »)	Rép. dr. fr.
762.	Répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement (jusqu'en 1965) <i>Voir Répertoire du notariat Defrénois</i>	Rép. gén. not. 1965, art. 28770, p. 865
763.	Répertoires Dalloz <i>Voir Dalloz, Encyclopédie</i>	
764.	Réponse ministérielle (à question écrite)	Rép. min. n° 75146 : JOAN Q 30 mars 2010 Rép. min. n° 10302 : JO Sénat Q 1er oct. 2009
765.	Requête	req.

766.	Rescrit	RES 5 juin 2010, n° 120
767.	Résolution	rés.
768.	Responsabilité civile et assurances	Resp. civ. et assur. 2010, repère x Resp. civ. et assur. 2010, alerte x Resp. civ. et assur. 2010, dossier x Resp. civ. et assur. 2010, étude x Resp. civ. et assur. 2010, comm. x
769.	Revue	Rev.
770.	Revue Administration	Administration
771.	Revue administrative	Rev. adm. 2004, p. 100
772.	Revue administrative de l'Est de la France	Rev. adm. Est France
773.	Revue belge de droit constitutionnel	RBD const. 2002, n° 2, p. 100
774.	Revue belge de droit international	RBDI 2003, n° 2, p. 100
775.	Revue bleue FNAIM (La)	Rev. bleue avr. 2004, p. 10
776.	Revue critique de droit international (de 1934 à 1946, Revue de droit international privé jusqu'en 1933) <i>Voir Revue critique de droit international privé</i>	Rev. crit. DI 1945, p. 100
777.	Revue critique de droit international privé <i>Voir Revue de droit international privé (1922-1933)</i> <i>Voir Revue critique de droit international (1933-1946)</i>	Rev. crit. DIP 2004, p. 100
778.	Revue critique de législation et de jurisprudence (1853-1939)	Rev. crit. législ. et jurispr. 1939, p. 100
779.	Revue d'économie financière	Rev. éco. fin.
780.	Revue d'économie régionale et urbaine	RERU
781.	Revue d'Alsace-Moselle	Rev. Alsace-Moselle
782.	Revue de droit bancaire et de la bourse (jusqu'en 1999) <i>Voir Revue de droit bancaire et financier (depuis 2000)</i>	RD bancaire et bourse 1999, p. 100
783.	Revue de droit bancaire et financier (depuis 2000) <i>Voir Revue de droit bancaire et de la bourse (jusqu'en 1999)</i>	RD bancaire et fin. 2010, repère x RD bancaire et fin. 2010, alerte x RD bancaire et fin. 2010, dossier x RD bancaire et fin. 2010, étude x RD bancaire et fin. 2010, comm. x RD bancaire et fin. 2010, meilleure pratique x
784.	Revue de droit canonique	RD canon. sept. 2002, p. 100
785.	Revue de droit comptable	RD compt.
786.	Revue de droit des affaires internationales	RD aff. int. 2004, p. 100
787.	Revue de droit des transports	Rev. dr. transp. 2010, repère x Rev. dr. transp. 2010, alerte x Rev. dr. transp. 2010, dossier x Rev. dr. transp. 2010, entretien x Rev. dr. transp. 2010, étude x Rev. dr. transp. 2010, comm. x Rev. dr. transp. 2010, prat. x
788.	Revue de droit du travail	Rev. dr. trav.
789.	Revue de Droit du travail (Dalloz)	RDT
790.	Revue de Droit fiscal - Actualité - Études - Rapports - Projets - chronique - Commentaires - Instructions	Dr. fisc. Dr. fisc. 2010, n° revue, act. xx Dr. fisc. 2010, n° revue, étude xx Dr. fisc. 2010, n° revue, comm. xx Dr. fisc. 2010, n° revue, instr. xx
791.	Revue de droit immobilier	RD imm. 2004, p. 10
792.	Revue de droit international privé (de 1922 à 1933) <i>Voir Revue critique de droit international privé</i>	RDIP 1933, p. 100
793.	Revue de droit international privé et de droit pénal international (de 1905 à 1921). <i>Voir Revue critique de droit international privé</i>	RDIP
794.	Revue de droit local (<i>depuis 10-1992</i>)	RDL, n° 35, janv. 2002, p. 5
795.	Revue de droit pénal et de criminologie	RD pén. crim.
796.	Revue de droit rural	RD rur. 2010, repère x

		RD rur. 2010, alerte x RD rur. 2010, dossier x RD rur. 2010, entretien x RD rur. 2010, étude x RD rur. 2010, chron. x RD rur. 2010, comm. x
797.	Revue de droit sanitaire et social <i>Voir Revue de l'aide sociale</i> (jusqu'en 1964)	RD sanit. soc. 2004, p. 100
798.	Revue de droit social (<i>Tijdschrift voor sociaal recht</i>)	Rev. dr. soc.
799.	Revue de jurisprudence commerciale (<i>ou : Journal des agrées »</i>)	RJ com. 2004, p. 100
800.	Revue de jurisprudence de droit des affaires - Doctrine - Jurisprudence	RJDA - RJDA 2004, p. 100 - RJDA 2004, n° 100
801.	Revue de jurisprudence fiscale <i>Voir Bulletin des contributions directes, de la TVA et des impôts indirects</i> (jusqu'en 1975) - Doctrine - Jurisprudence	RJF - RJF 2004, p. 100 - RJF 2004, n° 100
802.	Revue de jurisprudence sociale - Doctrine - Jurisprudence	RJS - RJS 2004, p. 100 - RJS 2004, n° 100
803.	Revue de l'aide sociale (jusqu'en 1964) <i>Voir Revue de droit sanitaire et social</i>	Rev. aide soc. 1964, p. 100
804.	Revue de l'habitat français	Rev. hab. fr.
805.	Revue de la concurrence et de la consommation - débats : - jurisprudence : - questions parlementaires : - actualités des textes :	Rev. conc. consom. - Rev. conc. consom. 2004, n° 137, débats p. 10 - Rev. conc. consom. 2004, n° 137, jurispr. p. 10 - Rev. conc. consom. 2004, n° 137, quest. parl. p. 10 - Rev. conc. consom. 2004, n° 137, act. textes p. 10
806.	Revue de la propriété commerciale	Rev. propr. com.
807.	Revue de l'arbitrage	Rev. arb. 2004, p. 100
808.	Revue de l'enregistrement et des impôts (de 1891 à 1983)	Rev. enr. et imp. 1983, p. 100
809.	Revue de l'urbanisme	Rev. urb.
810.	Revue de recherche juridique - Droit prospectif	RRJ
811.	Revue de science criminelle et de droit pénal comparé	Rev. sc. crim. 2004, p. 100
812.	Revue de science et de législation financière	Rev. sc. légis. fin. 1985, p. 100
813.	Revue d'économie et de droit immobilier (de 1962 à 1984)	Rev. éco. et dr. imm. 1984, n° 109, p. 10
814.	Revue des affaires européennes (<i>Law and European Affairs</i>)	RAE 2004, p. 100
815.	Revue des contrats	RDC 2004, p. 100
816.	Revue des droits de l'homme (jusqu'en 1985) <i>Voir Revue trimestrielle des droits de l'Homme</i>	RDH
817.	Revue des études coopératives, mutualistes et associatives (jusqu'en 1999) <i>Voir Revue internationale de l'économie sociale</i>	RECMA
818.	Revue des finances communales	Rev. fin. communales
819.	Revue des fonds de commerce	Rev. fonds com. 1935, p. 133
820.	Revue des huissiers de justice (jusqu'en janvier 2001) <i>Voir Droit et procédures</i>	Rev. huissiers 2000, p. 100
821.	Revue des loyers	Rev. loyers 2004, p. 100
822.	Revue des loyers et des fermages <i>Voir Revue des loyers</i>	
823.	Revue des marchés publics	Marchés publ. 2004, n° 50, p. 10
824.	Revue des procédures collectives, civiles et commerciales - En 1986 et 1987 - 1988 à 2007	Rev. proc. coll. - Rev. proc. coll. 1987, n° 4, p. 10 - Rev. proc. coll. 2004, p. 100

	- Depuis 2008	- Rev. proc. coll. 2010, repère x - Rev. proc. coll. 2010, alerte x - Rev. proc. coll. 2010, dossier x - Rev. proc. coll. 2010, étude x - Rev. proc. coll. 2010, comm. x - Rev. proc. coll. 2010, table ronde x
825.	Revue des sociétés	Rev. sociétés 2004, p. 100
826.	Revue des syndicats (<i>devenue Revue des procédures collectives</i>)	Rev. syndicats
827.	Revue du Conseil supérieur du notariat [VIP]	VIP 2004, n° 246, p. 10
828.	Revue du droit de la propriété industrielle (jusqu'en sept. 1991) <i>Voir Revue du droit de la propriété intellectuelle</i>	RD propr. ind. 1991, n° 35, p. 10
829.	Revue du droit de la propriété intellectuelle (depuis oct. 1991) (Fusion de la Revue du droit de la propriété industrielle et des cahiers du droit d'auteur)	RD propr. intell. avr. 2004, p. 10
830.	Revue du droit de l'Union européenne	RDUE 2004, p. 100
831.	Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger	RDP 2004, p. 100
832.	Revue du Marché commun et de l'Union européenne	RMCUE 2004, p. 100
833.	Revue du Marché unique européen <i>Voir Revue du droit de l'Union européenne (depuis 2000)</i>	RMUE 1999, n° 2, p. 10
834.	Revue du notariat et de l'enregistrement (1861-1951)	Rev. not. enreg. 1951, art. 1000
835.	Revue du Trésor	Rev. Trésor 2004, p. 100
836.	Revue européenne de droit de la consommation	REDC 2004, p. 100
837.	Revue européenne de droit de l'environnement	RED env. 2004, p. 100
838.	Revue européenne de droit privé/ <i>European Review of Private Law/Europäische Zeitschrift für Privatrecht</i>	REDP 2004, vol. 12, iss. 2, p. 100
839.	Revue européenne de droit public	RED publ.
840.	Revue fiduciaire	Rev. fid. nov. 2003, p. 100
841.	Revue fiduciaire social (<i>Legi social</i> jusqu'en 2001)	RF social 2004, n° 31, p. 10
842.	Revue fiscale notariale	RFN 2010, repère x RFN 2010, alerte x RFN 2010, dossier x RFN 2010, entretien x RFN 2010, étude x RFN 2010, comm. x RFN 2010, formule x RFN 2010, prat. x
843.	Revue forestière française	Rev. for. française
844.	Revue française de comptabilité	RF compt. 2004, n° 368, p. 10
845.	Revue française de décentralisation (jusqu'en 1996)	RF décentr. 1996, p. 100
846.	Revue française de droit administratif	RFDA 2004, p. 100
847.	Revue française de droit aérien et spatial	RFD aérien 2004, p. 100
848.	Revue française de droit constitutionnel	RFD const. 2004, p. 100
849.	Revue française de gestion	RF gest.
850.	Revue française de l'administration publique	RF adm. publ. 2004, p. 100
851.	Revue française de l'énergie	RF énergie
852.	Revue française de science politique	RF sc. pol.
853.	Revue française de service social	RF service soc. 2003, n° 211, p. 10
854.	Revue française des affaires sociales	RF aff. soc. 2004, n° 210, p. 10
855.	Revue française des finances publiques	RF fin. publ. sept. 2004, p. 10
856.	Revue française du dommage corporel	RF domm. corp. 2001, n° 1, p. 10
857.	Revue française du travail	RF trav.
858.	Revue générale de droit international public	RGDI publ. 1997, p. 100
859.	Revue générale de l'air	RG air
860.	Revue générale des assurances terrestres (jusqu'en 1997) <i>Voir Revue générale du droit des assurances</i>	RGAT 1997, p. 100

861.	Revue générale des collectivités territoriales	RGCT 2003, p. 100
862.	Revue générale des procédures (Dalloz) (jusqu'en 1999)	RGDP 1998, p. 100
863.	Revue générale du droit des assurances - <i>Revue générale des assurances terrestres : jusqu'en 1997</i>	RGDA 2004, p. 100
864.	Revue générale nucléaire	RGN
865.	Revue historique de droit français et étranger	Rev. hist. dr. fr. et étranger
866.	Revue internationale de criminologie et de police technique	RI crim. et pol. techn.
867.	Revue internationale de droit comparé	RID comp. 2004, p. 100
868.	Revue internationale de droit économique	RID éco. 2004, p. 100
869.	Revue internationale de droit pénal	RID pén.
870.	Revue internationale de la concurrence	RI conc. 2004, n° 204, p. 10
871.	Revue internationale de la propriété industrielle et artistique	RIPIA 2004, n° 209, p. 10
872.	Revue internationale de l'économie sociale (<i>Revue des études coopératives, mutualistes et associatives jusqu'en 1999</i>)	RI éco. soc.
873.	Revue internationale de sécurité sociale	RISS 2004, n° 3, p. 10
874.	Revue internationale des sciences administratives	RISA
875.	Revue internationale du droit d'auteur	RIDA avr. 2004, p. 10
876.	Revue internationale du droit maritime	RID mar.
877.	Revue internationale du travail	RI trav.
878.	Revue juridique d'Alsace-Lorraine (1920-1990)	RJAL
879.	Revue juridique de l'économie publique (depuis 2007) - Cahier juridique de l'entreprise publique (2002-2007) - Cahier juridique de l'électricité et du Gaz (avant 2002)	RJEP 2010, repère x RJEP 2010, étude x RJEP 2010, chron. x RJEP 2010, comm. X RJEP 2005, p. x RJEP/CJEG 2002, p. x
880.	Revue juridique de l'environnement	Rev. jur. env. 2004, p. 100
881.	Revue juridique de l'Ouest	Rev. jur. Ouest 2004, p. 100
882.	Revue juridique des contributions directes	RJCD
883.	Revue juridique et économique du sport - Supplément	RJES 2004, n° 71, p. 10 RJES 2004, n° 71, suppl. 2, p. 3
884.	Revue juridique personnes et famille	RJPF sept. 2004, p. 10
885.	Revue Lamy Droit civil	Rev. Lamy dr. civ. avr. 2004, 100
886.	Revue Lamy Droit de l'immatériel	RLDI janv. 2010, n° 100
887.	Revue Lamy Droit des affaires	Rev. Lamy dr. aff. avr. 2004, 100
888.	Revue mensuelle de l'AMF <i>Voir Bulletin mensuel de la COB (jusqu'en 2003)</i>	Rev. AMF juin 2004, p. 10
889.	Revue pénitentiaire et de droit pénal	Rev. pénit. 1997, p. 100
890.	Revue politique et parlementaire	Rev. pol. et parl.
891.	Revue Pouvoirs	Pouvoirs 2003, n° 107, p. 100
892.	Revue pratique de droit administratif (de 1954 à 1961)	RPDA 1961, p. 100
893.	Revue pratique de droit social	RPDS 2004, p. 100
894.	Revue Savoir	Savoir
895.	Revue trimestrielle de droit civil	RTD civ. 2004, p. 100
896.	Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique	RTD com. 2004, p. 100
897.	Revue trimestrielle de droit européen	RTDE 2004, p. 100
898.	Revue trimestrielle des droits de l'homme (Revue des droits de l'homme jusqu'en 1985)	RTDH
899.	Revue universelle des droits de l'homme	RUDH
900.	Roulois - jusqu'en 2009 - à partir de 1,2009	- Roulois, Fasc. 1210, p. 2 - Roulois, Fasc. 1050, n° 5
901.	Secrétaire d'État	secr. d'Ét.
902.	Section	sect.

903.	Semaine juridique (La) <i>Voir JurisClasseur Périodique</i>	
904.	Semaine sociale Lamy	Semaine sociale Lamy, n°, p.
905.	Sentence arbitrale	sent. arb.
906.	Septembre	sept.
907.	Service de la législation fiscale	SLF
908.	Sirey (recueil) <u>Jusqu'en 1955 :</u> - Cour d'appel et tribunaux - Cour de cassation - Jurisprudence administrative - Jurisprudence étrangère (1927 à 1939) Lois annotées, Lois et décrets ----- <u>De 1956 à 1964 :</u> - Chroniques - Jurisprudence - Lois annotées ----- 1965 : fusion avec le Recueil Dalloz	S. S. 1955, 2, p. 117 S. 1955, 1, p. 109 S. 1955, 3, p. 91 S. 1938, 4 p. 27 S. 1955, législ. p. 471 ----- S. 1964, chron. p. 4 S. 1964, jurispr. p. 155 S. 1954, législ. p. 79 -----
909.	Sirey chronologique	S. chronol.
910.	Sirey et Journal du palais	S. et P.
911.	Social pratique - Supplément	Social pratique 25 mai 2004, p. 30 Social pratique, suppl. 25 mai 2004, p. 30
912.	Société	Sté
913.	Société à responsabilité limitée	SARL
914.	Société agréée pour le financement des économies d'énergie	SOFERGIE
915.	Société agréée pour le financement des télécommunications	SFT
916.	Société anonyme	SA
917.	Société civile	SC
918.	Société civile immobilière	SCI
919.	Société civile professionnelle	SCP
920.	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural	SAFER
921.	Société d'intérêt collectif agricole	SICA
922.	Société des bourses françaises - Bourse de Paris	SBF SBF-Bourse de Paris, instr. n° N4-01
923.	Société d'exercice libéral	SEL
924.	Société d'exercice libéral à forme anonyme	SELAFA
925.	Société d'exercice libéral à responsabilité limitée	SELARL
926.	Société d'exercice libéral en commandite par actions	SELCA
927.	Société d'exercice libéral par actions simplifiée	SELAS
928.	Société d'exercice libéral par actions simplifiée unipersonnelle	SELASU
929.	Société en commandite par actions	SCA
930.	Société en commandite simple	SCS
931.	Société en nom collectif	SNC
932.	Société par actions simplifiée	SAS
933.	Société par actions simplifiée unipersonnelle	SASU
934.	Société pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle	SOFICA
935.	Solution	sol.
936.	Sommaire	somm.
937.	Sous	ss
938.	Sous la direction de	ss dir.
939.	Sous-paragraphe	ss §
940.	Sous-section	ss-sect.
941.	Sous-sous-paragraphe	s-s §

942.	Spécialement	spéc.
943.	Stratégie Europe	Stratégie Europe
944.	Substitut	subst.
945.	Suivant	s.
946.	Supplément	suppl.
947.	Supra	ne s'abrège pas
948.	Syndicat	synd.
949.	Tableau	tabl.
950.	Télégrammes des marchés publics	Tél. marchés publ. [mois année]
951.	Tome	t.
952.	Tout Lyon et le Moniteur judiciaire (Le)	Tout Lyon et Mon. jud 17 juill. 2004, p. 10
953.	Traité	ne s'abrège pas
954.	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne	TFUE
955.	Travail et protection sociale <i>Voir JCP S (depuis mai 2005)</i>	TPS 2004, partie 10
956.	Travaux du Comité français de droit international privé	Travaux comité fr. DIP 1998-2000, p. 100
957.	Travaux préparatoires	trav. prép.
958.	Tribunal administratif	TA [ville], 1re sect., 1re ch., 12 déc. 1997 [n° décision, nom des parties]
959.	Tribunal arbitral	T. arb.
960.	Tribunal civil	T. civ.
961.	Tribunal correctionnel	T. corr. [ville], 12 déc. 1997
962.	Tribunal de commerce	T. com. [ville], 1re ch. A, 12 déc. 1997
963.	Tribunal de grande instance	TGI [ville], 1re ch., 1re sect., 12 déc. 1997
964.	Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne	TFPUE, 26 avr. 2006, aff. F-16/05, Falcione c/ Commission
965.	Tribunal de paix	T. paix, 2 janv. 1956
966.	Tribunal de police	T. pol.
967.	Tribunal de première instance des communautés européennes (avant 1 ^{er} déc. 2009) Tribunal de l'Union européenne (depuis le 1er déc. 2009)	TPICE [1re ch.,] 12 déc. 1997, aff. T-100/92, [nom des parties] (depuis 1990) Trib. UE
968.	Tribunal des affaires de sécurité sociale	TASS [ville], 12 déc. 1997
969.	Tribunal des conflits	T. confl., 12 déc. 1997
970.	Tribunal d'instance	TI [ville], 12 déc. 1997
971.	Tribunal international du droit de la mer	TIDM
972.	Tribunal maritime commercial	T. mar. com. [ville], 12 déc. 1997
973.	Tribunal paritaire des baux ruraux	T. par. baux rur. [ville], 12 déc. 1997
974.	Tribunal pénal international - Yougoslavie - Rwanda	TPI - TPI Y - TPI R
975.	Tribunal pour enfants	T. enfants
976.	Tribune de l'assurance - cahier de jurisprudence	Trib. assur. 2004, n° 81, p. 10 Trib. assur. 2004, n° 81, cah. jurispr p. III
977.	Union de recouvrement de sécurité sociale et d'allocations familiales	URSSAF
978.	Union des caisses nationales de sécurité sociale	UCANSS
979.	Union européenne	UE
980.	Verbo	V°
981.	Veuve	Vve
982.	Vie judiciaire (La) (jusqu'en 1997)	Vie jud. 28 déc. 1997, p. 10
983.	VIP (Revue du Conseil supérieur du notariat)	VIP
984.	Voir	V.
985.	Volume	vol.